

**MINISTÈRE DE
L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**

SECRETARIAT GÉNÉRAL



BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

**RAPPORT GÉNÉRAL DU TROISIÈME
FORUM NATIONAL DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT DU BURKINA FASO**

**Thème : Gestion partagée et inclusive pour
l'atteinte de l'Objectif de Développement
Durable (ODD) Eau et Assainissement au
Burkina Faso**

Rapport Final



Février 2018

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	4
LISTE DES PHOTOS	6
AVANT PROPOS	7
INTRODUCTION	8
I. Cadrage du forum 2018	9
1.1 Le contexte.....	9
1.2 Objectifs	9
1.3 Articulations entre les ODD et le PNDES.....	9
II. Synthèse des recommandations et engagements du forum	10
2.1 Propositions et recommandations du forum.....	10
2.2 Engagements du forum	13
III. Résultats du forum technique	15
3.1 Première journée.....	15
3.1.1 Ouverture officielle	15
3.1.2 Lancement de la foire et des expositions photos.....	17
3.1.3 Session plénière 1 : Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso.....	18
3.1.4 Session thématique 1 : Financement innovant de l'ODD 6.....	19
3.1.5 Session 2 - Accès universel à l'assainissement : quels défis spécifiques en milieu rural et urbain ?.....	20
3.1.6 Session 6 - Promotion des organismes de bassins partagés et gestion des conflits..	22
3.1.7 La session jeunesse « Viens construire ton réseau »	24
3.2 Deuxième journée	25
3.2.1 Session 4 : Valorisation des connaissances traditionnelles et scientifiques pour des solutions durables.....	26
3.2.2 Session 5 : Suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement.....	28
3.2.3 Session 7 : Eau, santé et éducation : quelle synergie pour l'atteinte des ODD ?	30
3.2.4 Session 8 : Nexus eau, énergie et sécurité alimentaire	31
3.2.5 Session 9 : Eau, pollutions et préservation des écosystèmes.....	34
3.2.6 Session 10 : Enjeux de la disponibilité et de la valorisation des données sur l'eau et l'assainissement.....	36
3.2.7 Le cross populaire.....	38
3.2.8 Les Trophées de l'Eau	38
3.3 Troisième journée	39

3.3.1 Session 3 : Accélérer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement par l'approche fondée sur les droits humains	39
3.3.2 Cérémonie de Clôture	41
CONCLUSION	42
ANNEXES	43
Annexe 1 : Programme du forum	43
Annexe 2 : Liste des participants	48
Annexe 3 : Discours	81
Annexe 3.1 Discours prononcés à la cérémonie d'ouverture du forum	81
Annexe 3.1.1 Mot de bienvenue du Maire de la commune de Ouagadougou	81
Annexe 3.1.2 Allocution de Monsieur le Chef de Coopération de l'Union européenne, Chef de file suppléant des Partenaires Techniques	82
Annexe 3.1.3 : Discours d'ouverture du ministre	85
Annexe 3.2 : Discours de clôture du ministre	89

LISTE DES ABREVIATIONS

ABNOR	: Association Burkinabè des Normes
AEP	: Approvisionnement en Eau Potable
AEPA	: Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEPHA	: Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AEUE	: Assainissement, Eaux Usées et Excréta
AFDH	: Approche Fondée sur les Droits Humains
AH	: Aménagements Hydrauliques
AR	: Artisan Réparateur
ARSE	: Autorité de Régulation du Secteur de l'Énergie
ATPC	: Assainissement Total Piloté par la Communauté
ATPL	: Assainissement Total Piloté par les Leaders
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
BF	: Borne Fontaine
CCEau	: Comité Communal de l'Eau
CFE	: Contribution Financière en matière d'Eau
CEMEAU	: Centre des Métiers de l'Eau
CGCT	: Code Général des Collectivités Territoriales
CGPE	: Comité de Gestion des Points d'Eau
CLE	: Comité Local de l'Eau
COGES	: Comité de Gestion
CP-CREau	: Cadre Permanent de Concertation des Comités Régionaux de l'Eau
CPE	: Comité de Point d'eau
CT	: Collectivité Territoriale
DGAEUE	: Direction Générale de l'Assainissement, des Eaux Usées et Excréta
DGAH	: Direction Générale des Aménagements Hydrauliques
DGRE	: Direction Générale des Ressources en Eau
ENAM	: École Nationale de Magistrature
ETP	: Évapotranspiration Potentielle
FDAL	: Fin de la Défécation à l'Air Libre
FME	: Forum Mondial de l'Eau
FPDCT	: Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales
FNEA	: Forum National de l'Eau et de l'Assainissement
FONRID	: Fonds National pour la Recherche et l'Innovation pour le Développement
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IEC	: Information, Éducation, Communication
INOH	: Inventaire National des Ouvrages Hydrauliques
IRC	: Information, Resources Center
MARHASA	: Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement : et de la sécurité Alimentaire
ODD	: Objectifs de Développement Durables
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PCD- AEPA	: Plan Communal de Développement en Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
PEA	: Poste d'Eau Autonome
PEM	: Point d'Eau Moderne
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PN-AEP	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable
PN- AEPA	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
PN-AEUE	: Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excrétas
PNAH	: Programme National des Aménagements hydrauliques
PN-GIRE	: Programme national de Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PTF	: Partenaire Technique et Financier
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
SNESAH	: Stratégie Nationale d'Entretien et de Sécurité des Aménagements Hydrauliques
SNV	: Organisation Néerlandaise de Développement
STM/EA	: Service Technique Communal Eau et Assainissement
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
SNIEau	: Système d'Information sur l'Eau
USAID	: Agence des Nations Unies pour le Développement International

LISTE DES PHOTOS

photo 1 : presidium de la seance d'ouverture du forum.....	16
photo 2 : discours d'ouverture du representant du premier ministre	16
photo 3 : vue des participants pendant la ceremonie d'ouverture du forum	17
photo 4 : visite des stands par les autorites	18
photo 5 : les participants prennent part à un cross populaire organise en marge du forum	38
photo 6 : vue des beneficiaires de trophées.....	39

AVANT PROPOS

Depuis le milieu des années 90, le Burkina Faso a entrepris un processus de réforme profonde du cadre institutionnel du secteur de l'eau marquée par une rupture avec la vision sectorielle de la gestion de l'eau et la mise en œuvre d'une approche intégrée des ressources en eau comme voie de résolution des questions liées à l'eau.

La fin de l'année 2015 a marqué l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et l'engagement de l'ensemble des chefs d'Etat de la planète en faveur de l'adoption de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, ambitieux programme composé de 17 ODD, dont un spécialement dédié aux questions d'eau et d'assainissement (ODD 6). Cet objectif qui vise à « garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable » à l'horizon 2030, couvre l'ensemble du cycle de l'eau, y compris la gestion de la ressource en eau, des eaux usées et des écosystèmes, plaçant ainsi l'eau et l'assainissement au cœur du développement durable.

D'un coût total de 4 533,738 milliards de FCFA, le PN-AEUE, le PNAH, le PN-AEP, le PN-GIRE constituent les instruments par lesquels le pays compte atteindre les ODD en matière d'eau et d'assainissement.

Pour soutenir les efforts des différents acteurs, le Ministère en charge du secteur a décidé de la tenue périodique d'un forum national qui se veut être un cadre de mobilisation citoyenne et populaire ainsi que de dialogue multi-acteurs autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso.

Placé sous le thème « **Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso** », le troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement (FNEA) s'est tenu du 1^{er} au 3 février 2018 à Ouagadougou. Au-delà d'une simple concertation entre les acteurs du secteur, ce troisième forum a constitué un véritable outil de sensibilisation des décideurs et de la population entière sur les enjeux liés à l'eau et à l'assainissement au Burkina Faso. Les résultats atteints à l'issue de ce forum sont essentiels pour la participation du Burkina Faso au huitième Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra du 18 au 23 mars 2018 à Brasilia, au Brésil, et plus généralement, pour l'atteinte des ODD dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement au Burkina Faso. **C'est pourquoi j'invite tous les acteurs à ne ménager aucun effort pour une mise en œuvre réussie des recommandations combien pertinentes formulées par le forum.**

Je saisis cette occasion pour réitérer ma profonde gratitude aux partenaires techniques et financiers du secteur, aux organismes, aux entreprises, aux ONG, aux associations et à toutes les personnes de bonne volonté qui ont contribué par leur engagement, leurs appuis multiformes à l'organisation, à la tenue et à la réussite de ce forum.

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement
Niouga Ambroise OUEDRAOGO

INTRODUCTION

Le Forum National de l'Eau et de l'Assainissement (FNEA) a été initié par le gouvernement burkinabè en 2011, dans le cadre de l'initiative « A l'eau l'Afrique, à l'eau le monde » lancée par *Eau Vive*, avec pour ambition d'assurer la mobilisation citoyenne et populaire ainsi que le dialogue multi-acteurs autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement. Il vise également à relever le défi de la mobilisation de toutes les parties prenantes autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement. Les acteurs du Burkina Faso ont ainsi l'opportunité, pendant plusieurs jours, de discuter et de partager les problèmes, les solutions et les priorités, de prendre les engagements forts, de définir des messages clairs et les positions précises à défendre au sein de la communauté internationale de l'eau et de l'assainissement.

Après la tenue réussie de deux éditions (2011 et 2015), l'organisation de la troisième édition de ce forum par le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) visait à susciter le débat sur la gestion partagée et inclusive de l'eau au Burkina Faso, s'inscrivant ainsi dans la thématique du 8^e FME, « Sharing Water », et à préparer la participation du pays à cette rencontre internationale stratégique qui se tiendra du 18 au 23 mars 2018 à Brasilia au Brésil.

Le FNEA 2018 a regroupé 775 participants issus du Gouvernement, du Parlement (Réseau des Parlementaires pour l'Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement), des services techniques centraux et déconcentrés de l'État, des Agences de l'eau, des collectivités territoriales (communes et régions), des ONG et associations nationales et internationales, des personnalités des milieux artistiques, culturels, coutumiers et économiques, des comités locaux de l'eau, des associations d'usagers et de citoyens engagés au niveau local ou national, des opérateurs publics, privés ou associatifs des services d'eau et d'assainissement, des institutions de financement, de coopération technique, de recherche et de formation.

A travers un thème central, dix (10) sous thèmes et des expositions dans vingt-sept (27) stands, le troisième forum a constitué un véritable cadre d'échange de savoirs, de connaissances et d'expériences entre les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement. Il a permis de partager le bilan de mise en œuvre des recommandations du deuxième forum de 2015, de formuler des propositions pour assurer le suivi et l'évaluation des recommandations et de définir les positions stratégiques à défendre par les acteurs burkinabè au sein de la communauté internationale de l'eau et de l'assainissement.

Le présent rapport fait le point du déroulement du forum et des résultats obtenus. Il est articulé autour des quatre (04) points suivants :

- Cadrage du forum 2018
- Synthèse des recommandations du forum
- Résultats du forum technique
- Conclusion

I. Cadrage du forum 2018

Le cadrage du thème du forum a été présenté immédiatement après la cérémonie d'ouverture par Monsieur Niouga Ambroise OUEDRAOGO, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso. Le premier responsable du secteur de l'eau et de l'assainissement a présenté entre autres (i) le Contexte du FNEA, (ii) les objectifs du forum national de l'eau et de l'assainissement, mais aussi (iii) l'articulation entre ODD et PNDES.

1.1 Le contexte

En 2006, le Burkina Faso a adopté le PN-AEPA pour servir d'instrument à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) relatifs à l'eau potable et à l'assainissement. A son échéance en 2016, le programme a permis de faire progresser plusieurs indicateurs du domaine de l'eau et de l'assainissement dans le pays.

Toutefois, nonobstant les évolutions constatées dans la mise en œuvre des OMD, les résultats restent pour la plupart en deçà des attentes des populations burkinabè. Cette situation a conduit le Burkina Faso à adopter les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015, qui consacrent un objectif spécifique au secteur de l'eau et de l'assainissement (ODD6), et à définir de nouveaux instruments ciblant plus spécifiquement les différents sous-secteurs de l'eau.

1.2 Objectifs

- Assurer la mobilisation citoyenne et populaire ainsi que le dialogue multi-acteurs autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement.
- Relever le défi de la mobilisation de toutes les parties prenantes autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement, au-delà du cercle restreint des professionnels et décideurs en vue d'une mise en œuvre réussie des programmes opérationnels du sous-secteur Eau et Assainissement, du PNDES et des ODD.
- Définir des messages et positions clairs à défendre au sein de la communauté internationale de l'eau et de l'assainissement lors du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau placé sous le thème « Sharing Water », « Partager l'Eau », et qui vise à apporter une contribution significative pour l'atteinte des huit (08) cibles de l'ODD 6.

1.3 Articulations entre les ODD et le PNDES

Les activités concourant à l'atteinte de l'ODD6 concernant l'eau et l'assainissement contribuent également à l'atteinte de l'objectif stratégique 2.5 : « améliorer le cadre de vie, l'accès à l'eau, à l'assainissement, aux services énergétiques de qualité » du PNDES. En particulier, le volet « eau et assainissement » du PNDES (PNDES-EA) est mis en œuvre dans l'objectif de booster les taux d'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement, au regard du faible niveau des indicateurs et des défis liés à la satisfaction des besoins des populations en eau potable et assainissement selon l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) et l'approche service.

II. Synthèse des recommandations et engagements du forum

Les participants au forum ont échangé sur des sujets majeurs et formulé les principales propositions et recommandations suivantes :

2.1 Propositions et recommandations du forum

- 1) **Pour assurer une gestion partagée et inclusive en vue d'atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso.**
 - Intégrer les infrastructures routières et les ouvrages de franchissement dans les plans de réalisation des ouvrages hydrauliques et faire en sorte qu'il y ait une synergie dans leur mise en œuvre ;
 - Prendre en compte les secteurs de l'élevage et de l'hydroélectricité dans l'analyse des enjeux liés aux divers usages de l'eau ;
 - Rendre compte de l'état de mise en œuvre des recommandations du forum aux niveaux des cadres sectoriels de dialogue sur l'eau et l'assainissement.
- 2) **Pour assurer le financement innovant de la mise en œuvre de l'ODD Eau et Assainissement**
 - Assurer une capitalisation systématique et structurée des modèles de financements de l'ODD 6 à travers l'amélioration des connaissances des potentielles sources de financement et la promotion des cadres d'échanges et de partage pour l'identification des innovations et leur mise à l'échelle.
- 3) **Pour relever les défis spécifiques en milieu rural et urbain en vue d'assurer l'accès universel à l'assainissement**
 - Intégrer dans les curricula de base la problématique de l'assainissement en sensibilisant et en informant sur son rôle central et majeur pour un développement durable véritable en vue de créer à terme, une conscience citoyenne sur les enjeux et défis du sous-secteur ;
 - Renforcer le processus d'Appui à la Maitrise d'Ouvrage Communale (AMOC) en tant que levier sûr pour l'atteinte des ODD ;
 - Faire une analyse des deux approches de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) en vue de dégager les conditions de leur mise en œuvre et proposer un cadre harmonisé d'orientation des acteurs du secteur pour plus d'efficacité dans le déploiement de l'approche sur le plan national ;
 - Promouvoir l'implication du secteur privé en vue de prendre en charge durablement l'investissement et la gestion des latrines publiques.

4) Pour assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement par l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH)

- Relire, opérationnaliser et vulgariser les textes existants en matière de droit à l'eau et à l'assainissement ;
- Créer un cadre formel pour statuer sur la situation du droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Allouer des ressources financières suffisantes pour l'atteinte de l'ODD dans le secteur, en particulier, maintenir significatif et croissant l'apport du budget national ;
- Promouvoir l'éducation citoyenne pour une responsabilisation du service public d'eau et d'assainissement.

5) Pour valoriser les connaissances traditionnelles et scientifiques sur l'eau et l'assainissement

- Capitaliser les connaissances, outils et techniques endogènes d'investigation sur la disponibilité de la ressource ;
- Renforcer et développer les programmes de réduction de pertes en eau dans les réseaux de distribution d'eau de l'ONEA.

6) Pour assurer le suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement

- Améliorer la participation et la représentativité de tous les acteurs (société civile, privé, usagers, etc.) aux plateformes de dialogue Eau et Assainissement : production et publication d'un rapport alternatif de la société civile sur les performances du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- Définir un mécanisme inclusif et périodique de suivi et de mise en œuvre des recommandations des cadres de concertation en matière d'eau et d'assainissement ;
- Sensibiliser et renforcer les capacités des citoyens sur leurs droits et responsabilités en matière de gestion des infrastructures hydrauliques ;
- Améliorer les outils de plateforme de dialogue existants et les rendre plus accessibles au grand public tout en assurant la participation effective et inclusive du citoyen.

7) Pour promouvoir les organismes de bassins partagés et la gestion des conflits

- Renforcer / intensifier la coopération entre les Etats dans la gestion des bassins partagés ;

- Finaliser dans un délai de six (6) mois les textes complémentaires relatifs aux autres volets de la CFE à savoir la taxe de modification du régime de l'eau et la taxe de pollution de l'eau ;
 - Prendre les dispositions nécessaires pour l'application intégrale de la loi sur la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE).
- 8) Pour créer une synergie entre les secteurs de l'eau, de la santé et de l'éducation en vue d'atteindre les ODD**
- Mettre en place un système de suivi-évaluation basé sur des indicateurs communs et des données validées de façon consensuelle ainsi qu'une programmation basée sur une planification unique ;
 - Rendre obligatoire l'entretien des latrines dans chaque école pour l'accès permanent des élèves à des latrines propres, tout en laissant le choix de l'approche suivie à chaque établissement (entretien par les élèves ou les APE/AME ou les enseignants, etc.) ;
 - Responsabiliser les services techniques déconcentrés et les communes pour le portage institutionnel des activités en vue de leur pérennisation.
- 9) Pour promouvoir les options techniques et technologiques en matière de nexus eau - énergie - sécurité alimentaire**
- Instituer chaque année une journée de l'assainissement pour faire le bilan des recommandations issues des fora en matière d'assainissement et identifier toutes les initiatives et technologies innovantes en termes d'impacts, de coûts, de mise en œuvre et d'accessibilité pour les différentes couches sociales ;
 - Mettre en place un cadre de concertation pour renforcer la coordination des actions des secteurs eau-énergie-assainissement et sécurité alimentaire ;
 - Mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des innovateurs, chercheurs et scientifiques, pour la mise au point de techniques et technologies permettant de tirer les bénéfices du nexus eau-énergie-sécurité alimentaire au Burkina Faso.
- 10) Pour préserver les écosystèmes par la lutte contre la pollution de l'eau**
- Assurer l'efficacité des stations d'épuration des eaux usées pour une meilleure maîtrise des normes de rejets ;
 - Accélérer l'opérationnalisation de la police de l'eau.
- 11) Pour assurer la disponibilité et la valorisation des données sur l'eau et l'assainissement**

- Mettre en place une plateforme en ligne de publication des données clés du secteur, utiles pour le grand public, mise à jour en temps réel, désagrégable par région et par commune et la rendre accessible à tous les acteurs ;
- Mettre en place un mécanisme de capitalisation et de valorisation des initiatives en matière de suivi-évaluation mises en œuvre par les différents acteurs ;
- Valoriser le Système National d'Information sur l'Eau (SNI Eau) et le rendre accessible au public en permettant à tous les intervenants du secteur de l'eau de publier leurs données et expériences innovantes.

12) Pour améliorer l'insertion et l'implication des jeunes et les taux d'employabilité dans le secteur Eau et Assainissement.

- Mettre en place un système de suivi statistique sur les emplois dans le secteur Eau et Assainissement, identifier les besoins en termes de compétences et d'expertise et établir des prévisions de sorte à évaluer de façon plus ou moins précise la demande de compétences dans le secteur et son évolution pour mieux planifier la formation et le recrutement des jeunes ;
- Promouvoir et développer un partenariat et une collaboration dynamiques entre, d'une part, les structures demandeuses de compétences c'est-à-dire l'Etat et les différents acteurs du domaine (ONG, privé, etc.) et, d'autre part, les centres et instituts de recherche et de formation dans le but d'organiser la formation en adéquation avec les défis et besoins du moment et surtout en relation avec la demande dans le secteur.

2.2 Engagements du forum

En outre, les participants au troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement se sont engagés à :

- Poursuivre la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau et des cinq (5) programmes prioritaires du secteur de l'eau et de l'assainissement en tenant compte des enseignements tirés dans l'exécution des programmes antérieurs ;
- Intensifier les efforts visant à une meilleure connaissance pour une gestion durable des ressources en eau ;
- Poursuivre la réflexion dans la recherche de stratégies innovantes de financement du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- Organiser le plaidoyer auprès des autorités gouvernementales pour l'allocation d'une partie significative du budget d'organisation de la fête nationale du 11 décembre aux infrastructures d'eau et d'assainissement dans la région abritant la manifestation ;
- Organiser le plaidoyer auprès du gouvernement et de la représentation nationale pour une allocation suffisante de ressources financières en faveur du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Enfin, pour la participation du Burkina Faso au Forum Mondial de l'Eau, les participants ont retenu de militer pour :

- L'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030 ;
- La réalisation d'infrastructures structurantes dans les bassins hydrographiques transfrontaliers et nationaux à même de générer des recettes au profit du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- La mobilisation de ressources nécessaires pour relever les principaux défis du secteur dans l'atteinte de l'ODD 6 au Burkina Faso.

III. Résultats du forum technique

3.1 Première journée

Au cours de cette première journée, les participants ont pris part successivement aux activités suivantes :

- La cérémonie officielle d'ouverture ;
- La session plénière ;
- La visite des stands et des expositions photos ;
- Les sessions thématiques.

3.1.1 Ouverture officielle

L'ouverture officielle du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement, édition 2018, a été placée sous la présidence du Premier Ministre représenté par le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement (Niouga Ambroise OUEDRAOGO). Il était accompagné par le Ministre de l'agriculture et des aménagements hydrauliques (Jacob Ouédraogo) et du Ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique (Batio BASSIERE). À la cérémonie d'ouverture, les représentants du gouvernement avaient à leurs côtés, le 1^{er} Adjoint au Maire de Ouagadougou (Moussa BELEM) et le Chef de file des Partenaires Techniques et Financiers, Thierry BARBÉ.

Après avoir souhaité la bienvenue et un bon séjour aux participants, le représentant du Maire de Ouagadougou a reconnu l'effort du gouvernement et de ses partenaires techniques pour réduire la pénibilité de l'accès des populations à l'eau.

Quant au Chef de Coopération de l'Union européenne, Chef de file suppléant des Partenaires Techniques et Financiers/Environnement, Eau et Assainissement au Burkina Faso, il reconnaît que l'accès à l'eau a toujours été un axe capital dans les plans de développement du Burkina Faso. L'initiative du Forum national de l'eau et de l'assainissement s'inscrit dans la volonté de regrouper de façon inclusive l'ensemble des compétences dont dispose le pays. Il conclut son propos en réaffirmant "*la disponibilité de l'ensemble des PTFs du secteur de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement à accompagner*" le Burkina Faso "*dans la mise en œuvre concluante de ses nobles missions.*"

L'ouverture du forum a été prononcée par le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, représentant le Premier Ministre. Il a appelé les participants à "*débattre autour des grands enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso, et préparer la participation de notre pays au 8ème Forum Mondial de l'Eau, prévu pour se tenir en mars prochain à Brasilia, au Brésil.*"

Il a affirmé que les succès enregistrés au cours des précédents fora, ont amené le gouvernement à "*institutionnaliser ce cadre de dialogue ouvert à tous les acteurs de l'eau et de l'assainissement, autour des enjeux de ce secteur*".

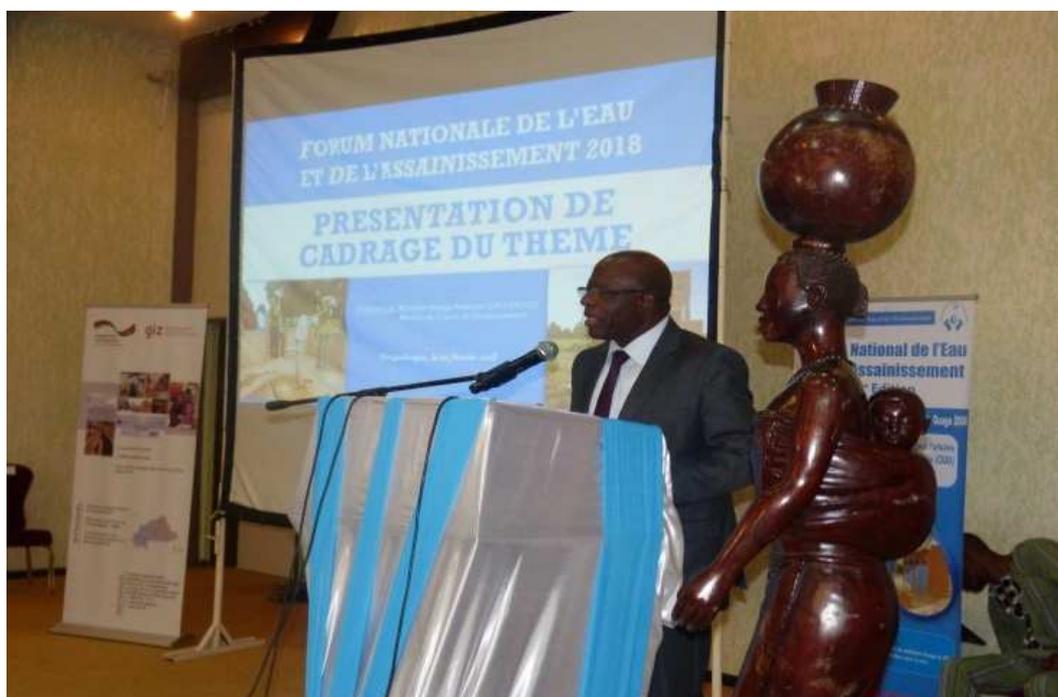
Le Burkina Faso étant membre de plusieurs organisations sous régionale "*dont la mission principale est la gestion partagée, durable et écologiquement rationnelle des ressources*

en eau, en organisant le présent Forum, [...] pose un jalon supplémentaire dans la gouvernance du secteur et la responsabilité des acteurs".

Photo 1 : Présidium de la séance d'ouverture du forum



Photo 2 : Discours d'ouverture du représentant du premier ministre



La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par la projection d'un film introductif sur la thématique du forum et d'une animation culturelle.

Photo 3 : Vue des participants pendant la cérémonie d'ouverture du forum



3.1.2 Lancement de la foire et des expositions photos

Les officiels (les ministres, les représentants des partenaires techniques et financiers) et les participants ont ensuite effectué la visite des stands d'exposition des produits du secteur de l'eau et de l'assainissement et des expositions photos réalisées par les acteurs du secteur.

Photo 4 : Visite des stands par les autorités



3.1.3 Session plénière 1 : Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso

La session inaugurale du forum a traité du thème même du forum " Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso". Quatre sous-thèmes ont été développés à travers les communications ci-dessous :

- i. Cadrage du thème du FNEA
- ii. Enjeux de l'usage de l'eau à des fins agricoles
- iii. Eau et changements climatiques au Burkina Faso : impacts sur le partage des ressources en eau
- iv. Les cinq (05) programmes opérationnels du MEA et l'état de mise en œuvre des recommandations du 2^{ème} FNEA

L'objectif de cette première plénière était d'éclairer les participants sur la justification du choix du thème du présent forum, mais aussi de les informer sur les politiques sectorielles en matière d'eau et d'assainissement ainsi que leurs instruments de suivi et mise en œuvre.

A la suite de ces communications introductives, des échanges ont eu lieu, portant sur des questions de compréhension ou consistant en des contributions pour une meilleure implication des acteurs dans le secteur.

Trois points d'attention ont été identifiés par les participants et devront guider les acteurs du secteur dans la formulation et le suivi des recommandations des FNEA :

- S'assurer que les recommandations prises sont en adéquation avec les budgets disponibles pour la mise en œuvre ;
- Veiller à ce que chaque structure responsable intègre ses recommandations dans son programme d'activités ;

- Rendre compte de l'état de la mise en œuvre des recommandations aux niveaux des cadres de dialogue mis en place.

3.1.4 Session thématique 1 : Financement innovant de l'ODD 6

La session était placée sous la responsabilité Monsieur Romaric SOMDA et elle était modérée par Messieurs Harouna Y. OUIBIGA et Juste Hermann NANSI.

Quatre communications ont été présentées au cours de la session. :

- i. La première communication intitulée **Mécanismes et outils de financement innovants de l'ODD 6** a été présentée par Wenceslas KOITA du Ministère de l'économie, des finances et du développement. Elle se résume comme suit : Le financement des services publics de l'eau et de l'assainissement, lorsque ceux-ci existent, s'opère au moyen de plusieurs flux financiers : l'économie « réelle » du service (les 3T : Tarifs, Taxes et Transferts), les prêts publics ou privés et des sources de financement innovant (le microcrédit). Cependant, il convient d'améliorer la gouvernance et l'économie du secteur de l'eau afin d'attirer davantage de financements.
- ii. La seconde communication, qui a porté sur **Les ambassadeurs de bonne volonté** présentée par le maire de Diébougou, Alphonse SOMDA, démontre qu'il s'agit d'une des pistes permettant de combler le manque de financement pour l'eau et l'assainissement. C'est fort de cette conviction que la commune de Diébougou a nommé dès 2016, des ambassadeurs de bonne volonté qui l'assistent dans la mobilisation des contributions des ressortissants de la commune pour le financement de l'assainissement.
- iii. La troisième communication de la session a traité de la **Contribution des boutiques d'assainissement à l'amélioration du taux de latrinitisation dans les communautés en milieu rural**. Elle a été présentée par Edouard OUEDRAOGO, de Catholic Relief Service (CRS). Le Programme FASO, financé par USAID et exécuté par CRS en consortium avec OCADES Kaya et l'association Tin Tua, met en œuvre l'ATPC sans subvention financière ou matérielle pour la réalisation des latrines. Comment encourager les communautés à construire des latrines durables et ainsi les accompagner à atteindre rapidement la fin de la défécation à l'air libre ? Pour résoudre cette problématique, le Programme FASO a expérimenté la mise en place des boutiques d'assainissement dans certains villages.
- iv. La dernière communication de VERGNET-HYDRO a été présentée par Christophe LEGER et Jean-Christophe KI. Elle a traité du thème suivant : « **Partenariat Public Privé : présentation d'innovations techniques nécessaires à la bonne gouvernance d'un contrat d'exploitation d'équipements AEP à îlots concessifs** ». L'apport de financements privés via des accords de partenariats publics privés est une voie pour atteindre l'accès permanent à l'eau potable. Cependant, les entreprises privées ne s'engageront dans cette démarche que sous réserve d'un taux de retour sur investissement positif. Leurs conditions sont multiples : la durée du contrat compatible avec l'objectif de continuité du service

AEP en fait partie. Le développement d'outils innovants conduisant à une bonne gouvernance en est une autre : des exemples ont été décrits dans la présentation

Outre les présentations, quatre panélistes ont apporté des compléments pour enrichir les communications présentées : il s'agit des Messieurs Seydou TRAORE, Daniel SPALTHOFF, ONO Takeshi, et THIOMBIANO Nazaire.

On retiendra de cette première session, ce qui suit :

- La tendance des financements du secteur est à la baisse ;
- La solidarité de la diaspora peut contribuer à financer efficacement le secteur ;
- Le soutien du parlement et les textes législatifs qui sont adoptés constituent des atouts indéniables pour le secteur.

3.1.5 Session 2 - Accès universel à l'assainissement : quels défis spécifiques en milieu rural et urbain ?

La session était placée sous la responsabilité de Joanna N'TSOUKPOE/LOMPO (DGA) et Zakari BOURAIMA (Eau Vive) ; elle a été modérée par André P. NONGUIERMA (DGA) et Zakari BOURAIMA (Eau Vive).

Huit (8) communications ont été présentées au cours de la session :

- i. La Direction Générale de l'Assainissement, représentée par Mr Bassina OUATTARA, a présenté les ***Défis et perspectives pour un accès durable à l'assainissement***. Au niveau du Burkina, le Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (PN-AEUE) constitue le cadre programmatique de toutes les interventions du pays pour le sous-secteur de l'assainissement pour un accès universel à l'horizon 2030. Il s'inscrit dans un contexte marqué au niveau international par la définition des ODD et l'adoption PNDES au niveau national.
- ii. Monsieur François Xavier OUEDRAOGO de la DASS de l'ONEA a traité du ***Transfert de l'assainissement aux communes urbaines par l'ONEA***. Dans le contexte actuel de la décentralisation, qui confère la maîtrise d'ouvrage aux communes, l'ONEA s'est attaché à expérimenter le transfert des ressources financières à quelques communes urbaines pour la mise en œuvre des PSA. Les retours sur ces expériences sont riches d'enseignements.
- iii. Eau Vive, représentée par Ousseini KOUDOUGOU, a entretenu les participants sur le thème ***Les techniciens communaux ou intercommunaux : un levier pour le renforcement et la pérennisation du service public de l'eau et de l'assainissement dans les communes rurales – Cas du projet Sanya Kagni***. En accompagnement de la décentralisation, dès 2010, Eau Vive a initié sa première tentative de structuration d'un Service Communal Eau et Assainissement (SCEA) dans la commune de Zorgho. Les résultats probants obtenus ont permis de reproduire le processus de mise en place dans une vingtaine de communes de l'Ouest du Burkina Faso, de 2013 à nos jours.

- iv. Le CNRST à travers le Dr Hamidou TAMBOURA a traité de ***L'assainissement urbain, un problème durable face à des solutions correctives***. En tant qu'acteur de terrain, le chercheur du CNRST a fait un décryptage de la situation de l'assainissement principalement dans les deux grandes villes du pays, et proposé des pistes de solutions en vue d'améliorer l'accès à l'assainissement urbain.
- v. Le Dr Zakari BOURAIMA, Directeur Pays de Eau Vive Burkina Faso, a traité de la ***Latrinisation dans les villes moyennes : pour un continuum d'action de l'espace domestique à la sphère publique***. Les villes moyennes, demandeuses de services d'infrastructures spécifiques, dans un contexte d'urbanisation croissante, constituent des territoires propices à l'analyse des questions de gouvernance et d'appropriation de l'assainissement. Quelles sont les conditions gagnantes aux plans sociologique, organisationnel et gestionnaire pour une large diffusion de la latrine, sa maintenance et sa durabilité ?
- vi. FARAFINA Eco-Engineering à travers Mr Aly SIMBORO, a présenté la nouvelle technologie d'assainissement dénommée SIM-SAN, autonome, adaptée aux zones rurales et périurbaines, du fait de sa simplicité, son confort et son prix. Sur une petite surface, elle permet une combinaison de douche et de WC. La cabine est commune, cependant les fosses sont différenciées. L'innovation a remporté le 2ème prix du concours Perisan organisé par Water Aid Burkina.
- vii. Mr Mougabé KOSLENGAR de l'UNICEF a présenté les ***Leçons apprises de la mise en œuvre des projets pilotes ATPC dans 2 régions du Burkina Faso***. Consciente que l'atteinte des ODD ne se réalisera pas sans approches innovantes et fortes, la Direction Générale de l'Assainissement avec l'appui de l'UNICEF a mis en œuvre un projet pilote d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) sans subvention. Une revue conjointe a été proposée par les partenaires impliqués dans ce projet pilote afin d'analyser les forces, les faiblesses, les atouts, les contraintes et les leçons apprises, et de définir une stratégie de passage à l'échelle sur la base des leçons apprises.
- viii. L'ONG néerlandaise SNV, à travers Mme Aminata KONKOBO BARA, a présenté l'expérience ***l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) sans subvention***. Le défi majeur est le financement du sous-secteur mais surtout les approches adoptées jusque-là qui ne responsabilisent pas suffisamment les populations à prendre en main leur propre développement. La SNV Burkina, avec l'appui financier de l'UNICEF, met en œuvre un projet pilote d'ATPC sans subvention.

Au regard du nombre élevé de communications que cette session a enregistréées, aucun panel n'a été prévu. Toutefois, la session a eu l'insigne honneur de recevoir Monsieur Ambroise Niouga OUEDRAOGO, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, qui a exhorté les acteurs à plus de synergie et plus d'engagement pour relever les défis combien énormes du sous-secteur. Il a vivement demandé qu'un continuum d'actions de l'espace domestique (ménage) à la sphère publique (formations scolaires et sanitaires, lieux publics) soit assuré. Pour cela, il a recommandé la mise en œuvre d'actions fortes pour

la réalisation et l'entretien des toilettes publiques et l'implication du secteur privé à cette fin.

On retiendra des différentes communications les éléments suivants :

- La stratégie nationale en matière d'assainissement (PN-AEUE) se donne pour mission d'atteindre le statut zéro défécation à l'air libre au BF à l'horizon 2030.
- A l'instar de la politique de l'eau, il conviendrait de définir une politique spécifique pour l'assainissement afin de donner à ce secteur davantage de poids.
- La problématique de l'assainissement est une question qui intéresse et concerne tous les citoyens. Il importe donc que des mesures idoines soient prises pour renforcer la conscience citoyenne à l'égard de cette problématique, et cela passera par l'information, la formation et la sensibilisation.
- Pour une FDAL réelle et effective au Burkina Faso, il faut un continuum d'actions de l'espace domestique à la sphère publique sans occulter aucun maillon.
- Il faudrait renforcer l'environnement institutionnel afin de favoriser une synergie des actions entreprises dans le secteur pour un meilleur impact.
- La décentralisation est un levier important pour la mise en œuvre des politiques car, *de facto*, l'assainissement est décentralisé. Les communes jouent et joueront un rôle central pour l'atteinte des objectifs en matière d'assainissement d'où la nécessité de renforcer les approches comme l'AMOC.
- La durabilité des actions d'assainissement doit être promue par des mécanismes appropriés mis en œuvre (dégressivité des fonds des projets alloués pour les techniciens communaux pour une prise en charge progressive par la commune, implication et responsabilisation des communautés, engagement des leaders et ressortissants, implication des services déconcentrés et des communes dans le processus pour une pérennisation des acquis l'après projet).

3.1.6 Session 6 - Promotion des organismes de bassins partagés et gestion des conflits

La session était placée sous la responsabilité de Mr Seyram SOSSOU et de Mme Aicha SANA/BORO. Elle a été modérée par Mr SOSSOU.

Les thèmes développés au cours de la session sont succinctement décrits dans les points ci-dessous :

- i. La DGRE, à travers Mr Serge M TRAORE, a présenté les ***Cadres de concertation et organismes de bassins au Burkina Faso***. Les pressions exercées sur les ressources en eau mettent en lumière l'interdépendance hydrologique, sociale, économique et écologique dans les bassins de fleuves, de lacs et des aquifères. Que ce soit au niveau national, sous régional ou international, la gestion partagée des ressources en eau est souvent source de tensions. Pour parvenir à une meilleure gestion de ses ressources en eau, le Burkina Faso a adopté la GIRE comme mode de gestion. C'est ainsi que des organismes de bassins ont été mis en place au niveau national. Au niveau sous régional, le pays est engagé également dans des organismes de bassins et des cadres de concertation. Il s'agit

entre autres de l'ABV et l'ABN. La connaissance de ces organismes de bassins par tous les acteurs et leur fonctionnement contribuent à une gestion intégrée des ressources en eau partagées.

- ii. L'Autorité du Bassin de la Volta par Mr Robert Yaovi DESSOUASSI a présenté **le processus "GIRE" dans le bassin de la volta**. L'ABV a mis la GIRE au centre de sa stratégie d'action. Pour ce faire, elle poursuit 3 objectifs : (1) la mise en place et l'opérationnalisation des outils et/ou instruments techniques, juridiques et institutionnels de gestion des ressources en eau ; (2) le renforcement de la concertation entre les parties prenantes ; (3) la recherche de financement nécessaire à la mise en œuvre des activités de développement du bassin de la Volta.
- iii. Quant à Mr Jérôme THIOMBIANO, personne de ressource, il a développé le thème **Grille d'analyse des performances des CLE**. La gestion des conflits potentiels à travers les organismes de bassins doit s'effectuer concrètement au quotidien en s'appuyant sur le développement des Comités Locaux de l'Eau (CLE) des bassins transfrontaliers. Dans cette perspective, il est proposé une grille d'analyse des performances des CLE pour bien appréhender la viabilité des CLE existants dans le bassin transfrontalier et leurs capacités à contribuer efficacement à la gestion desdits conflits. Cette grille est soumise particulièrement à l'attention des acteurs des Agences de l'eau, du SP/PAGIRE et de la DGRE pour approfondissement en vue de son utilisation éventuelle comme outil d'analyse et de développement des CLE.
- iv. Enfin, l'OIEAU, représentée par Hélène DENTEL, a communiqué sur **La Gestion Intégrée des Ressources en eau dans les bassins transfrontaliers : nécessité et retours d'expériences**. De nombreux conflits liés au partage de l'eau se comptent sur tous les continents et augmenteront au vu des changements climatiques impactant les volumes d'eau disponibles des ressources en eau. Le besoin de coopération entre les pays pour gérer au mieux cette ressource devient une nécessité de plus en plus forte. Par le partage équilibré des ressources et des bénéfices induits, la mise en œuvre de la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) est une solution efficace pour prévenir les conflits transfrontaliers entre les usages et entre les Etats. Les organismes de bassins transfrontaliers constituent donc le cadre privilégié pour cette gestion. Comment mettre en œuvre la GIRE au niveau transfrontalier ? Pourquoi mettre en place des organismes de bassin ? Quels retours d'expériences en Afrique ?

À l'issue des communications on retiendra des interventions et des questions des participants, les points suivants :

- Impliquer les différents acteurs du secteur de l'eau dans sa gestion et le respect des textes en vigueur ;
- Densifier les réseaux de connaissances de la ressource en eau ;

- Accélérer la réalisation d'ouvrages structurants au niveau des bassins partagés ;
- Renforcer la veille hydrologique pour une meilleure gestion des bassins ;
- Trouver des sources de financement pérennes ;
- Protéger et restaurer les bassins soumis aux pollutions.

3.1.7 La session jeunesse « Viens construire ton réseau »

En restant fidèle à son slogan : « la pertinence en toute impertinence » et à l'esprit des rencontres qu'il a l'habitude d'organiser, le réseau Projection souhaitait à travers cette session promouvoir :

- Une jeunesse citoyenne informée et impliquée pour l'atteinte des ODD
- Le réseautage et le partage d'expériences entre jeunes engagés dans le secteur de l'eau et l'assainissement
- Un dialogue intergénérationnel ouvert, inspirant et productif dans le secteur de l'eau et l'assainissement

Le thème spécifique de cette session était le suivant : « ODD 6 (Eau et Assainissement) : Rôles et opportunités pour la jeunesse ».

La session a vu la participation d'une centaine de jeunes professionnels et d'étudiants engagés dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement. Il s'agissait d'échanger ensemble autour de l'engagement des jeunes pour l'atteinte de l'ODD 6, d'explorer les initiatives et les opportunités à la portée des jeunes dans le cadre de l'agenda global 2030 et de façon spécifique pour l'Eau et l'Assainissement.

Le panel-débat avec trois « experts seniors modèles » a permis d'aborder plus en profondeur la thématique sous différents angles avec un focus sur : (1) La recherche scientifique, la formation et l'innovation ; (2) l'entrepreneuriat ; (3) Les mécanismes mis en place au niveau global pour insérer la jeunesse (UN et PTF).

Le panel était composé de :

- Mr Koslengar MOUGABE, Spécialiste WASH à l'UNICEF
- Dr SOU/DAKOURE Mariam, Enseignante-chercheuse à 2iE
- Mme Lisa BARUTEL, Directrice de l'incubateur La Fabrique

L'accent a été dans un premier temps porté sur l'analyse et la compréhension de l'ODD 6 dans sa conception et son contenu de même que sur les différences entre l'agenda 2030 et celui des OMD. A été noté l'importance désormais accordée aux paramètres clés suivants pour la mise en œuvre de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement : universalité, équité, inclusion sociale, partage, service continu et de qualité, droit humain.

Une analyse a été portée sur la recherche scientifique et la formation académique par rapport aux défis actuels dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement. Il en est ressorti que les thématiques directement liées à l'assainissement sont priorisées au niveau de la recherche scientifique vu l'énorme gap à combler. Les réflexions sont surtout

orientées vers les types d'offre en assainissement qui soient adaptés aux plus pauvres, sans exclure la contribution et l'implication des premiers concernés qui sont les ménages.

Sur le plan de la formation académique, on note la présence au Burkina Faso de plusieurs institutions qui proposent une formation supérieure dans le secteur Eau et Assainissement. Toutefois, la question se pose de l'adéquation des offres de formations avec les défis actuels. Il a été souligné qu'il est important que les curricula soient continuellement remis au goût du jour, de sorte à répondre aux besoins actuels en termes de compétences. L'objectif pour chaque institut ou centre de formation devrait être « ne pas former des spécialistes, ingénieurs ou techniciens chômeurs ». Ce travail se fait en concertation avec les structures susceptibles de recruter, notamment l'Etat, le privé, les ONG et autres OSC ou OSI, etc. Le raisonnement se fait désormais par compétences.

Deux recommandations ont ainsi été faites pour améliorer l'insertion et l'implication des jeunes et les taux d'employabilité dans le secteur Eau et Assainissement :

RECOMMANDATION N°1 : Mettre en place un système de suivi statistique sur les emplois dans le secteur Eau et Assainissement, identifier les besoins en termes de compétences et d'expertise, et établir des prévisions de sorte à évaluer de façon plus ou moins précise la demande de compétences dans le secteur et son évolution pour mieux planifier la formation et le recrutement des jeunes.

RECOMMANDATION N°2 : Quid de la recommandation précédente : Promouvoir et développer un partenariat et une collaboration dynamiques entre d'une part les structures demandeuses de compétences c'est-à-dire l'État et les différents acteurs du domaine (ONG, privé, etc.) et d'autre part, les centres et instituts de recherche et de formation ; cela dans le but d'organiser la formation (dans le fond et la forme) en adéquation avec les défis et besoins du moment et surtout en relation avec la demande dans le secteur.

Un regard a également été porté sur la contribution attendue des jeunes dans le secteur. Il est ressorti que l'entrepreneuriat est une option à ne pas négliger dans le secteur Eau et Assainissement. L'émergence de l'entrepreneuriat social est une réelle opportunité à saisir dans la perspective de l'universalité, et la promotion du partenariat pour l'atteinte de l'ODD 6. Les opportunités d'accompagnement existent pour les jeunes qui désirent entreprendre. Plusieurs incubateurs existent au niveau local et des fonds d'appui ont été créés au niveau de l'État.

3.2 Deuxième journée

La seconde journée a été consacrée exclusivement aux sessions thématiques. Au total six (6) sessions ont été tenues.

3.2.1 Session 4 : Valorisation des connaissances traditionnelles et scientifiques pour des solutions durables

La session était placée sous la responsabilité de Messieurs Jean-Marie OUADBA et Seyram SOSSOU. La modération a été effectuée par Mr Youssouf KOUSSOUBE.

Au total six communications ont été présentées au cours de la session :

- i. La première communication a été présentée par Mr Aly SIMBORO de FARAFINA Eco-Engineering. Elle traitait du thème, **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le secteur WASH**. Cette présentation avait pour objet de documenter les expériences d'utilisation des TIC dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi qu'à identifier les facteurs clés et les barrières en termes de vision, de processus, de satisfaction de la clientèle, de ressources humaines, de la qualité du service et des aspects financiers. Il s'agit notamment des outils (plateformes web, réseaux sociaux, sms, application mobile) et des méthodologies ou stratégies pour la collecte de données, la sensibilisation, le plaidoyer et la mobilisation citoyenne.
- ii. **Enjeux des représentations sociales dans la gestion des milieux aquatiques et des eaux pluviales en contexte péri-urbain de Bretagne (France) : Quel retour d'expérience exploitable dans le contexte burkinabè ?** est une communication de IRSTEA, présentée par Mlle Laure Carolle DA. La communication a traité des bassins-versants de Bretagne qui sont fortement exposés aux menaces liées à l'eau (excès, sécheresse et pollutions). Ces risques sont perçus différemment par les populations et les différents acteurs qui gèrent le territoire. Cette divergence de perception constitue une difficulté pour la gouvernance et l'application des mesures de protection, et est susceptible d'accroître la vulnérabilité des territoires. Pour réconcilier les divergences et pallier les difficultés, des mesures ont été prises par le législateur français. Celles-ci peuvent servir à alimenter et enrichir la réflexion au niveau national burkinabè pour une meilleure gouvernance de l'eau.
- iii. Le Musée de l'Eau à travers Mr Alassane SAMOURA a présenté la **valorisation des connaissances traditionnelles sur l'eau**. En résumé pour le présentateur, la ressource en eau offre une possibilité infinie quant à la connaissance et la compréhension du fonctionnement des communautés humaines. Son propos a visé à mettre au jour ces pratiques connues, souvent oubliées dans le temps actuel, afin de rendre compte de ce qui existe, de le valoriser, de le partager. En s'y intéressant, on comprendra les possibilités multiformes qu'offre la ressource en eau, les défis qui y sont liés ainsi que les stratégies ancestrales déployées pour y faire face.
- iv. Mr Mougabé KOSLENGAR a présenté les résultats partiels d'une **Expérimentation d'un système d'assainissement familial autonome par vermifiltration (VERLET)**. Les options d'assainissement conventionnelles actuellement proposées ont montré leurs limites notamment pour l'élimination des excréments générés au niveau des ménages, la vidange manuelle restant incontrôlée, malgré les risques qu'elle comporte. Démarrés en 2016, les travaux

de recherche et d'innovation de Mr Mougabe Koslengar en collaboration avec 2iE et IHE (Netherland) visent à proposer une solution durable aux questions de vidanges des systèmes d'assainissement autonomes.

- v. Quant à Jean-François SANDWIDI de l'ONEA, il a traité du thème de la **Réduction des pertes d'eau : retours d'expérience de l'ONEA**. Selon lui, de par ses missions, l'ONEA exploite les ressources naturelles aquatiques. Cette exploitation peut être lourde de conséquences sur l'équilibre naturel si aucune règle de gestion n'est observée. Dans ce contexte, l'eau mobilisée et traitée doit être gérée avec parcimonie. Ainsi, depuis 2006, l'ONEA, au regard de l'importance des pertes d'eau et de ses effets négatifs, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers tels que la GIZ, a développé un programme de réduction de pertes d'eau (RPE), basé sur un cadre stratégique et opérationnel.
- vi. Le dernier thème de cette session a été présenté par l'ONG WaterAid – Saidou SAWADOGO. Intitulée **Recherche de solutions adaptées pour la conservation de l'eau à domicile au Burkina Faso**, la présentation a mis l'accent sur les effets cumulés des maladies liées à l'eau qui paralysent l'économie et pèsent lourdement sur les institutions et infrastructures médicales déjà surchargées. Au regard de ces constats, WaterAid a entrepris la recherche de solutions adaptées au contexte du Burkina Faso pour l'amélioration de la qualité de l'eau stockée à domicile à travers l'approche CQI (amélioration continue de la qualité), développée par l'UNC et testée avec succès dans le Nord du Ghana.

Deux panélistes (Messieurs ILBOUDO Marcellin et BARRY Djibril) ont évoqué notamment : (1) les méthodes ancestrales d'investigation des ressources en eau et de traitement de l'eau, et (2) les pertes d'eau du fait des fuites d'eau dans les réseaux de distribution de l'ONEA.

On retiendra de cette session les idées fortes ci-dessous :

- Inventorier toutes les connaissances traditionnelles, les outils et approches d'investigation des ressources en eau ;
- Mettre à disposition du public les résultats des connaissances endogènes dans l'investigation des ressources en eau ;
- Créer un observatoire des maîtres connaisseurs dans le domaine du WASH ;
- Impliquer les maîtres connaisseurs des nuages dans la lutte contre le réchauffement climatique ;
- Mettre en place un système permettant de suivre les fuites d'eau dans leur réseau de distribution par l'ONEA ;
- Impliquer davantage l'ONEA dans le développement d'outil et de stratégie pour l'identification rapide et de secours dans le cadre des fuites d'eau.

3.2.2 Session 5 : Suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement

La session a été modérée par Dr Halidou KOANDA (WaterAid) et placée sous la responsabilité de Dr Zakari BOURAIMA (Eau Vive).

Cinq communications ont été présentées au cours de la session. On retiendra des présentations réalisées ce qui suit :

- i. La première présentation a traité du thème des **Pouvoirs publics / Société civile : l'enjeu du dialogue et de la concertation pour l'atteinte de l'ODD6**. Elle a été présentée par Mme Roukiattou OUEDRAOGO (SPONG). La société civile a un rôle essentiel à jouer afin que les politiques publiques pour le secteur soient mises en œuvre de manière opérationnelle, équitable et pérenne, en vue de l'atteinte de l'ODD 6. Si la plupart des États reconnaissent la nécessité de dialoguer avec la société civile, afin de favoriser une gestion équitable et partagée de la ressource en eau, les espaces consultatifs ne sont pas partout effectifs et ils demandent à être pleinement investis par les acteurs de la société civile, afin que ces derniers puissent faire entendre leur voix, influencer sur les politiques, sur les pratiques et promouvoir les changements souhaités.
- ii. **Principes et modalités du contrôle citoyen en matière d'accès aux services d'eau et d'assainissement** est le second thème développé par Eau Vive (Dr Zakari Bouraima). Selon une démarche cyclique, le contrôle citoyen des politiques publiques peut s'exprimer en termes de capacité d'évaluation et de force de propositions nouvelles, en adéquation avec les besoins des populations, afin d'influer sur les nouvelles politiques en formulation. L'accès à l'eau et à l'assainissement constitue une problématique spécifique de ces politiques publiques, à travers laquelle le contrôle citoyen pourrait s'exercer valablement et avoir un regard critique, objectif et documenté sur l'action publique, la finalité étant de contribuer à évaluer l'efficacité des politiques.
- iii. Mr Célestin POUYA (WaterAid) a réalisé la communication sur **Le Présimètre : outil de suivi citoyen des engagements et politiques publiques**. La communication s'est articulée autour de la présentation de l'outil très médiatisé d'évaluation citoyenne des politiques publiques « Le Présimètre ». L'enjeu majeur de cet outil est d'instaurer au Burkina Faso une culture de redevabilité. Le programme Présimètre s'érige ainsi comme un programme de bonne gouvernance qui permet de développer une culture démocratique et d'institutionnaliser le contrôle citoyen de l'action publique, à travers l'opérationnalisation d'une plateforme technologique de mesure des performances et du niveau de mise en œuvre des politiques publiques pendant la durée du mandat du Président du Faso (www.présimetre.bf). L'un des défis majeurs demeure l'extension de l'outil aux populations en milieu rural en donnant des espaces d'expressions à ceux qui n'ont pas accès à internet (notamment par des émissions radiophoniques ou autres cadres d'expressions citoyennes qui seront comptabilisées dans les analyses du Présimètre) afin de rendre l'outil accessible à tous.

- iv. La commune de Diébougou a traité dans sa présentation de **la redevabilité communale : outils et expériences concrètes**. Pour le technicien communal eau et assainissement de la commune, M. Ulrich COULIBALY, le conseil municipal de Diébougou est conscient que la redevabilité communale constitue un tremplin pour promouvoir la culture démocratique et susciter davantage la participation de la population à la gestion des affaires locales. Aussi, la commune a-t-elle mis en place, avec l'appui de partenaires, tels que la GIZ, des cadres de concertation et d'échanges avec toutes les sensibilités de la population : des journées communales de dialogue organisées semestriellement ; des émissions radiophoniques interactives sur l'eau et l'assainissement ; l'auto-évaluation des AUE, comme alternative au problème de redevabilité des AUE
- v. La dernière communication de cette session a été présentée par la Ligue des consommateurs (Daniel DA HIEN). Il a traité du thème suivant : **Des consommateurs ruraux plus exigeants sur leurs droits et pouvoirs**. L'objectif de la Ligue est de permettre la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de l'eau pour les citoyens burkinabè, en mettant notamment l'accent sur la redevabilité des communes dans le secteur E&A.

Les panélistes de la session (Hilaire DONGO BADA de l'IRC, Cyprien TIZAMBO du MEA, Athanase COMPAORE de l'entreprise SAWES et Boly BOURAIMA de l'ONEA) ont contribué à l'animation de la session.

En guise de synthèse, on retiendra les points d'attention et les idées fortes ci-dessous :

- Au sortir du FNEA, avoir un mécanisme inclusif de suivi des recommandations qui réunirait 2 fois par an l'ensemble des acteurs pour mettre en œuvre les recommandations ;
- Si les rapports alternatifs produits par la société civile synthétisent les perceptions des citoyens par rapport aux services rendus, les rapports sectoriels actuels demeurent avant tout des rapports d'investissement. La question de la fonctionnalité n'y est pas abordée. Comment définit-on la fonctionnalité ? Le sens est-il le même entre les pouvoirs étatiques et la population ? Parle-t-on de continuité du service ?
- Associer davantage le secteur privé au dialogue ;
- Importance de la sensibilisation des populations quant à leurs devoirs en matière de gestion des infrastructures hydrauliques. Augmenter la responsabilisation citoyenne.
- La gouvernance partagée (participative) est effective au Burkina Faso, mais il reste encore beaucoup d'efforts à fournir pour une gouvernance inclusive qui ne laisse personne en marge du processus, afin que tout le monde trouve le moyen pour s'exprimer sur la politique et surtout sur la qualité du service.

3.2.3 Session 7 : Eau, santé et éducation : quelle synergie pour l'atteinte des ODD ?

Les responsables de cette session étaient Mesdames Hélène ZOUNDI / FIGEA (PEA/GIZ) et Joanna N'TSOUKPOE/ LOMPO (DGA). Cinq thèmes ont été développés au cours de la session. La modération a été assurée par Mme Hélène ZOUNDI / FIGEA (PEA/GIZ).

Ci-dessous le résumé des thèmes développés :

- i. Le ministère de l'économie et de la finance a présenté le thème ***Synergie et atteinte des Objectifs de développement durable (ODD)***. Le communicateur Mr W. Wenceslas KOITA affirme que l'atteinte des 17 objectifs de développement durable (ODD) passe par des « solutions intégrées », en fournissant des orientations et des outils permettant de relier et briser les silos sectoriels traditionnels et de favoriser ainsi les partenariats, la cohérence et l'intégration des politiques sur le plan horizontal. Cette stratégie s'applique à tous les niveaux de gouvernance : national, infranational et local.
- ii. Monsieur Évariste ZONGO de ANTENNA – Baobab, a présenté l'***Expérience sur l'utilisation de la Technologie WATA pour l'hygiène en milieu hospitalier et pour la potabilisation de l'eau dans les écoles au Burkina Faso***. Depuis 2011, Baobab Antenna avec la Fondation Antenna Suisse a introduit la Technologie WATA au Burkina Faso : dans les centres hospitaliers d'abord, puis dans les écoles. La gamme des appareils WATA développés par la Fondation Antenna Suisse permettent de produire *in situ* et en grande quantité de l'hypochlorite de sodium en quelques heures, qui peut être utilisé pour l'assainissement et pour la potabilisation de l'eau de boisson.
- iii. L'ONG américaine CRS a présenté, à travers la communication de Damien KABORE (+Brigitte KABORE), l'***approche école amie de WASH pour contribuer à l'amélioration de l'éducation, de la santé des élèves et des communautés***. CRS met en œuvre depuis Mars 2014 un projet dénommé « Kom-Yilma dans 118 écoles dans le Bam et le Sanmatemga pour lequel l'approche école amie de WASH développée par l'USAID a été utilisée. Elle met à contribution, les enseignants, les services de l'éducation, les agents de santé, les municipalités, et les parents d'élèves pour l'amélioration des pratiques clés d'hygiène à l'école et au sein des communautés, contribuant ainsi à l'amélioration de la santé des élèves et partant de leur éducation.
- iv. Madame Madeleine DIESSONGO de l'UNICEF a présenté une communication sur les ***Leçons apprises de la mise en œuvre du Projet Gestion hygiénique des menstrues (GHM) à l'école dans 4 régions du Burkina Faso : Est, Hauts Bassins, Cascades et Sahel***. De nombreux efforts sont développés au Burkina Faso pour l'atteinte de l'Objectif 4 des ODD afin de promouvoir et accroître l'accès, le maintien et la réussite des filles à l'école. Malgré ces efforts, sur 100 filles qui entrent en 6ème seulement 22 parviennent en classe de 3ème. La gestion hygiénique des menstrues (GHM) est l'une des problématiques qui affecte la scolarisation des filles. En effet, le manque d'infrastructures d'eau, d'hygiène et

d'assainissement adéquats ne facilite pas la gestion des règles chez les filles à l'école.

- v. L'ONG WaterAid, représenté par Émile NIESSOUGOU, a fait une communication sur la **Gestion hygiénique des menstrues en milieu scolaire**. Au regard des défis liés à la gestion hygiénique des menstrues (GHM), un projet pilote a été mis en œuvre pour contribuer à renforcer les capacités et connaissances des acteurs scolaires et leurs communautés pour l'adoption de pratiques et attitudes favorables à la GHM : la construction de latrines avec cabines adaptées à la gestion hygiénique des menstrues.

À l'issu des présentations, quatre panélistes (Ida OUANDAOGO / NABOLLE de PEA/GIZ, Issèta Brigitte KABORE /ILBOUDO de CRS, Bertine OUARO de DN/MS, et Dieudonné DIASSO de DASCLEE/MENA) sont aussi intervenus pour enrichir les communications et donner des informations complémentaires aux participants sur les thèmes.

À la fin de session les principales idées qu'on retiendra se résument aux points ci-dessous :

- Le Passage des expériences projets à l'échelle ;
- Le MENA doit rehausser la qualité de l'enseignement en introduisant dans les curricula la GHM et le WASH ;
- Le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation et le Ministère de la Santé doivent prendre des dispositions pour assurer la réalisation obligatoire d'ouvrages d'AEPA dans les centres scolaires et sanitaires avant la mise en service des infrastructures ;
- Les secteurs eau, assainissement, santé et éducation devront définir un programme multisectoriel pour prendre en compte les droits d'accès à l'eau et à l'assainissement des enfants de plus de 5 ans ;
- Les secteurs parties prenantes devront intégrer la GHM dans le paquet minimum d'actions communes de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement en milieu scolaire.
- La recherche doit être menée pour définir une gestion durable et adéquate des couches menstruelles ;
- Le programme éducatif doit intégrer des curricula en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement et une mesure forte pour la construction systématique de latrines dans les formations sanitaires et scolaire par les acteurs, leur entretien et gestion par les structures bénéficiaires doit être prise en compte.

3.2.4 Session 8 : Nexus eau, énergie et sécurité alimentaire

La session « **Nexus eau, énergie et sécurité alimentaire** » a été présidée par Mr B. Thierry OUEDRAOGO et Mme Sérinatou LINGANI/TOURE. La modération était assurée par Dr Issouf TRAORE.

Au total cinq (5) communications présentées pour entretenir l'assistance sur le thème de la session. Ci-dessous les résumés des cinq (5) recommandations :

- i. La Direction Générale de l'Assainissement à travers Mr Soumayla CISSE a présenté au public le thème suivant : **Assainissement, Énergie et sécurité alimentaire**. Dans un pays où la ressource en eau se fait rare et non-valorisée (15% des eaux usées et excréta sont bien gérés et 85% sont rejetés dans la nature), où l'énergie est inaccessible à beaucoup et où la sécurité alimentaire est problématique, l'assainissement à travers la gestion, le traitement et la valorisation de ses sous-produits apparaît comme une alternative efficace et durable à considérer. C'est dans cette logique que la DGA, en collaboration avec l'ONEA, envisage de réorganiser la filière en vue de valoriser les boues issues des vidanges pour une réutilisation en énergie et en agriculture.
- ii. M. Tontama SANOU de la DASS / ONEA a présenté la **Valorisation des boues de vidange par transformation en biogaz**. Le communicateur a fait une présentation du projet de valorisation des boues de vidange en biogaz et des installations récentes de la station de traitement et d'épuration des eaux usées et des boues de vidange de Kossodo, Ouagadougou.
- iii. Dr K. Edem N'TSOUKPOE représentant la Fondation 2iE a présenté **le nexus Eau-Énergie-Sécurité alimentaire : enjeux, illustrations, pertinence du concept et pistes de réflexion pour une synergie entre les secteurs**. En 2011, le Forum Économique Mondial à Bonn s'est concentré sur l'élaboration d'une « approche nexus » après avoir constaté que « la sécurité de l'eau, de l'énergie et de la nourriture, et par conséquent la réduction de la faim et l'éradication de la pauvreté, est un défi central de l'avenir dont la réalisation est possible même dans des conditions économiques mondiales difficiles ». Il s'agit d'un concept issu d'un besoin d'aller plus loin avec la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et voir ultimement les secteurs de l'Eau, l'Énergie et de la Sécurité alimentaire comme un seul et même secteur dans la recherche de l'atteinte des ODD.
- iv. M. Samuel KALAYDJIAN de l'Association KOASSANGA a fait une communication sur l'**Assainissement écologique, autosuffisance alimentaire – business model innovent**. Il est souvent difficile de convaincre des ménages de l'intérêt de disposer d'un moyen d'assainissement. D'ailleurs, le taux d'utilisation des latrines est souvent faible pour les ménages possédant déjà un moyen d'assainissement. Inciter les ménages à se doter de latrines et à les utiliser ; développer un nouveau modèle de financement de l'assainissement impliquant des acteurs privés ; permettre aux ménages d'être autosuffisants dans le domaine alimentaire, sont les principaux enjeux auxquels l'association Koassanga répond dans 8 communes du Burkina.
- v. Enfin, M. Moussa KABORE du Comité National des Barrages du Burkina (CNBB) a présenté l'**Augmentation de la capacité des petits barrages existants par les blocs fusibles : cas des barrages du Burkina Faso**. Le rehaussement des barrages de Wedbila et de Gaskaye par des blocs fusibles s'inscrit dans le cadre du « projet de renforcement des capacités et de la sécurité des petits barrages réservoirs pour les communautés villageoises au Burkina Faso » mis en œuvre

par le Comité National des Barrages du Burkina (CNBB) avec l'appui de partenaires technique (Hydrocoop France) et financier (Eau Sans Frontières International). Ce projet est l'un des prototypes de la technique des blocs fusibles dans le monde pour l'expérimentation des techniques de rehaussement des barrages à faibles coûts inventées par Monsieur François LEMPERIERE de HYDROCOOP France et son équipe. Cette technique permet la mitigation de la pression de plus en plus importante sur les ressources en eau stockées par les petits barrages et la diminution de capacité due à l'envasement.

Trois panélistes (Messieurs Founémé MILLOGO, Dr Edem N'TSOUKPOE, Adjima Thombiano) ont animé la session. On retiendra de la session ce qui suit :

1. Les ouvrages d'assainissement (latrines) existent en grande quantité dans les ménages, les institutions publiques, les écoles, les centres de santé, etc.
2. La question de la valorisation des boues produites à travers ces ouvrages demeure un défi à relever. Il existe en effet un déficit énorme de sites de dépotage pour recevoir de grandes quantités de boues produites quotidiennement. Aussi, les boues qui subissent une dégradation préalable dans les fosses septiques arrivent sur les sites presque dépourvus de méthane, ce qui réduit leur capacité à produire du biogaz.
3. Des expériences riches sur la valorisation des boues de vidange sont réalisées par l'ONEA, EAA, Action contre la fin, Association KOASSANGA, etc. visant à la valorisation des boues de vidange pour la production d'énergie et de fertilisants utilisés en agriculture.
4. La technologie EcoSan qui utilise les urines et les fèces comme fertilisants en agriculture est promue par l'association Koassanga dans six communes (Zimtenga, Ziniaré, Zorgho, Boudry, Tanghin Dassouri, Konki-Ipala et Boulsa) du Burkina Faso. Elle assure de meilleurs rendements agricoles en comparaison des pratiques paysannes et celles vulgarisées. Les rendements seraient multipliés par 8 et la technologie améliore la fertilité des sols selon les résultats des tests du bureau national des sols du Burkina après cinq (05) ans d'application des différentes pratiques culturales. Aussi la qualité des produits agricoles issues de l'utilisation des urines et fèces de cette technologie est attestée par le laboratoire national de santé publique.
5. Vulgariser ces expériences et surtout accentuer la communication pour convaincre davantage les populations réticentes à dépasser les pesanteurs sociales, à la consommation de ces produits. La production d'engrais et d'énergie à partir des boues participe de la contribution à la lutte contre l'insécurité alimentaire et à la réduction des émissions de gaz à effets de serre à travers la production d'énergie renouvelable (le biogaz) ;
6. Comme solution, l'ONEA préconise de quadriller la ville de Ouagadougou en quatre (04) zones, de sorte que chaque vidangeur n'excède pas 15 km de parcours pour arriver à un site de dépotage.
7. Les acteurs n'ont pas toujours la même compréhension du concept Nexus Eau, Energie, Sécurité alimentaire.

8. Une synergie d'action entre les secteurs eau, énergie et sécurité alimentaire permet de tirer d'énormes avantages. L'utilisation de centrales photovoltaïques flottantes et anti-évaporatives permet non seulement de réduire l'évaporation des plans d'eau mais aussi de produire de l'énergie propre sans occuper d'espaces terrestres qui auraient servi à d'autres usages. En outre, les déchets issus des abattoirs, des industries ou encore les boues de vidange peuvent servir à produire non seulement de l'électricité mais aussi des engrais pour l'agriculture.
9. Cependant, le Nexus eau, énergie, sécurité alimentaire présente des limites en ce sens qu'il ne prend pas suffisamment en compte le besoin de protection de l'environnement aquatique. Il y a donc nécessité de travailler davantage à une meilleure compréhension des interdépendances entre eau, énergie, sécurité alimentaire vis-à-vis d'autres aspects comme le climat et la biodiversité.
10. La zone sahélienne, dont le Burkina Faso, connaît depuis les années 1970, une pluviométrie irrégulière mettant à mal le développement de l'agriculture pluviale qui occupe pourtant la quasi-totalité de la population (au moins 80%). Face à une démographie galopante qui engendre d'énormes besoins en eau, le gouvernement burkinabè, avec l'appui de ses partenaires au développement, investit dans de nombreux projets de mobilisation et de valorisation des ressources en eau à travers la construction de nombreux petits barrages. Mais, le manque d'entretien, les intempéries, l'ensablement, etc. soumettent ces ouvrages à des dégradations leur faisant perdre énormément de capacité de rétention d'eau pour les différents usages. La remise en état de ces ouvrages nécessite alors de gros projets de réhabilitation qui limitent les capacités de l'Etat à poursuivre la construction de nouveaux ouvrages. Cette situation a amené le comité national des barrages du Burkina (CNBB) en collaboration avec Hydrocoop France et "Eau Sans Frontières Internationale" à proposer une technologie innovante de rehaussement des petits barrages à l'aide de blocs fusibles.
11. La technologie de rehaussement par blocs fusibles a été expérimentée sur les barrages de Wedbila et Gaskaye. Il s'agit d'une technologie à faible coût, facile de mise en œuvre, sans impact environnemental et surtout qui améliore l'accès aux ressources en eau et les rendements agricoles à travers l'accroissement des superficies culturales.

3.2.5 Session 9 : Eau, pollutions et préservation des écosystèmes

Placé sous la responsabilité de Mr Jean-Marie OUADBA et Mme SANA /BORO Aïcha, la session a été modérée par le Pr Frédéric ZONGO.

Au cours de la session, six (06) thèmes ont été présentés aux participants. Ci-dessous le résumé des communications traitées.

- i. La première communication a été effectuée par YANOOGO Florence de la DGRE. Sa présentation portait sur la **Contribution de la police de l'eau à la préservation des ressources en eau**. Le principe de la protection des usagers et de la nature défini par la politique nationale de l'eau (1998) stipule que : « La

protection des usagers et de la nature est une mission essentielle des pouvoirs publics. Elle nécessite la définition et le respect de normes réglementaires (...) pour prévenir les risques sanitaires ou les risques de dégradation des ressources en eau. Il importe de veiller au respect de ces normes par des contrôles réguliers ». En 2001, la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau a institué la mise en place d'un service compétent pluridisciplinaire pour veiller au respect des règles. C'est en application des dispositions de cette loi, que les services police de l'eau ont été mis en place. Par la sensibilisation et/ou la répression, elles contribuent à la préservation des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques.

- ii. La seconde communication de Émeline BEREZIAT (AKVO) portait sur la **Connaissance de la qualité de l'eau à faible coût**. Avant de pouvoir agir sur les pollutions, il est essentiel de pouvoir les identifier. Cela doit être fait grâce à un suivi régulier des ressources en eaux et des points d'eau potable. Cependant, la connaissance des données sur la qualité de l'eau comporte de nombreuses difficultés : les laboratoires sont centralisés à Ouagadougou et les tests coûtent chers. Akvo est une fondation à but non-lucratif qui crée des logiciels et applications mobiles open source qui sont utilisés pour rendre la coopération et l'aide au développement plus efficaces et transparentes. Afin de rendre les données collectées dans le secteur de l'eau plus complètes, Akvo a enrichi ses outils avec des tests de qualité de l'eau : Akvo Caddisfly.
- iii. Mlle Da Laure Carole (IRSTEA) a présenté une communication sur la **Dégradation des colorants industriels textiles par procédé fenton utilisant de la latérite : cas du colorant bleu de méthylène**. Les industries comme le textile produisent d'énormes quantités d'effluents très chargés en colorants tels que le bleu de méthylène, toxiques pour l'environnement, persistants et difficilement biodégradables. Leur traitement par les procédés conventionnels est souvent inefficace et coûteux. Le procédé Fenton d'oxydation avancée s'est révélé efficace dans le traitement d'un nombre important de polluants organiques. Il consiste à générer des radicaux très réactifs en décomposant le peroxyde d'hydrogène (H₂O₂) par du fer (Fe²⁺, Fe³⁺). Afin de réduire les coûts liés à l'apport en fer, une substitution du fer industriel par des matériaux locaux riches en fer comme la latérite est envisagée et présente un avantage pour le Burkina Faso.
- iv. Monsieur BALMA Souleymane de Agence de l'eau du Mouhoun a présenté les **Actions de protection et de préservation des écosystèmes dans l'espace de compétence de l'Agence de l'Eau du Mouhoun**. Avec l'occupation anarchique des berges du Mouhoun et des sources d'eau, il est nécessaire de dégager des bandes de servitude le long des cours d'eau principaux. Pour ce faire des activités de balisage et de protection des berges sont mises en œuvre avec l'appui des CLE. Des inventaires de sources d'eau sont réalisés ainsi que l'étude de la qualité des eaux provenant de ces sources.
- v. Dr ZONGO Biliassé de l'Université Nazi Boni a fait une communication sur le **Traitement biologique des eaux usées**. Le traitement des eaux usées passe par plusieurs étapes que sont : le traitement physico-chimique (primaire) et le traitement biologique (secondaire et tertiaire). La biomasse d'un consortium algue-

bactérie pourrait être cultivée par usage des eaux usées pour le traitement biologique. Ce traitement biologique a la chance d'être moins cher alors que la biomasse produite pourrait aussi être utilisée pour la production de biogaz (méthane par exemple).

- vi. Mr Ghislain KABORE de l'Agence de l'eau du Nakambé a présenté **Le Comité Local de l'Eau (CLE), un atout ignoré dans la gestion des ressources**. Le CLE est une partie intégrante des agences de l'eau avec un rôle et des attributions précis et est composé de membres de l'administration, des collectivités territoriales et des usagers de l'eau. Le CLE est au centre des activités de gestion des ressources en eau à travers l'intermédiation et la protection des ressources. Mais son rôle est mal connu des autorités administratives, étant trop souvent perçu comme un simple appendice des agences de l'eau. Or, le bilan des CLE est fort appréciable, d'où la nécessité de leur accompagnement institutionnel.

Les panélistes, chiffres à l'appui, ont illustré les propos des communicateurs, notamment sur la qualité de l'eau. Au terme de la session, on retiendra les points suivants :

1. L'opérationnalisation diligente des services « police de l'eau » permettra de préserver durablement les écosystèmes des bassins hydrographiques.
2. Il existe des technologies innovantes à promouvoir avec smartphone pour la collecte de données à faible coût et le traitement simple de la qualité d'eau.
3. Le procédé fenton est concluant pour le traitement des effluents textiles industriels et la possibilité d'utilisation des matériaux locaux de substitution comme la latérite est une garantie d'efficacité et d'efficience.
4. Les activités des agences de l'eau pour la protection des berges et des sources d'eau doivent requérir l'adhésion des communautés à la base.
5. Le traitement biologique (algues, bactéries) est une solution innovante et moins coûteuse pour le traitement et la valorisation des eaux usées.
6. Les CLE constituent un maillon essentiel dans la mise en œuvre de la GIRE et doivent faire l'objet d'attention par les autorités administratives.

3.2.6 Session 10 : Enjeux de la disponibilité et de la valorisation des données sur l'eau et l'assainissement

Modérée par Mr Denis Dakouré, la session était placée sous la responsabilité de Mr Ousmane OUEDRAOGO et Mme Sandrine TAPSOBA. Ci-dessous le résumé des communications présentées au cours de la session :

- i. Abdoulaye SIENDE a présenté **l'enjeu de l'Open Data dans les données de l'eau et l'assainissement**. Du point de vue du développement international, les données ouvertes ont un potentiel énorme pour accroître la transparence et conduire à une meilleure prise de décision. Cependant, l'existence de données ouvertes seule n'est pas suffisante. Afin d'assurer la transparence et l'efficacité du développement international, il est nécessaire d'augmenter l'utilité et la valeur des données, à la fois pour l'émetteur et pour le récepteur. En aidant les acteurs à

collecter des données de meilleures qualités et en leur permettant de partager ces données avec le plus grand nombre, les outils d'Akvo permettent d'augmenter la connaissance du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso et ainsi mieux cibler les investissements et activités.

- ii. Le **Systeme National d'Information sur l'Eau (SNleau)** a été développé par Mr Gérard ZONGO. La connaissance et le suivi des ressources en eau, de leurs usages, des ouvrages d'exploitation, des demandes, des risques liés à l'eau, des besoins en eau de l'environnement sont les éléments de base indispensables pour assurer la gestion de l'eau. C'est fort de cette considération que l'Etat Burkinabé a vu la nécessité de mettre en place le SNIEau dans le cadre de la GIRE. Le SNIEau se veut désormais être l'instrument qui doit permettre de « rendre disponible l'information sur l'eau et l'assainissement et produire en temps utile des outils de prise de décision, et ce, grâce à une meilleure participation de l'ensemble des acteurs ». Cela est possible avec un processus cohérent et participatif.
- iii. Mahamadou SERE a, quant à lui, présenté le nouveau **Dispositif Intégré de Suivi Évaluation des programmes Eau Potable, Assainissement & Gouvernance (DISE)** et l'expérience de collecte des données dans 3 régions du Burkina Faso.
- iv. Djibril BARRY a traité le thème du **Renforcement de la résilience des communautés rurales à l'aide du suivi des ressources en eau**. Les approches d'AEPHA ont traditionnellement mis l'accent sur la fourniture de moyens, en accordant peu de considération aux menaces sur les ressources en eau. Pourtant, les inondations et sècheresses, de plus en plus récurrentes et violentes, réduisent les immenses efforts consentis. WaterAid a opté de renforcer les capacités des communautés en favorisant leur accès aux données sur la fluctuation de la ressource en eau dans leur terroir et en suscitant une dynamique de concertation communautaire pour la gestion de la ressource. L'initiative réduction des risques de catastrophes vient renforcer les approches d'AEPHA pour mieux prendre en compte les menaces du moment.
- v. Cyrille KERE a présenté une **Contribution du suivi-évaluation externe (par les services de l'éducation, de la santé et les municipalités) et communautaire à l'amélioration des conditions d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les écoles**. Le suivi-évaluation se fait très souvent sans une responsabilisation et une implication réelle des bénéficiaires d'un projet dans le processus de collecte, de traitement, d'analyse et de prise de décision. Dans le cadre du projet Kom-Yilma dans 118 écoles des provinces du Bam et du Sanmatenga, le Catholic Relief Services (CRS) a conçu et mis en place un système de suivi-évaluation qui comporte une dimension participative et communautaire importante et qui est renforcée par une évaluation externe se présentant surtout sous la forme d'une visite de support.
- vi. Enfin, Abdoul-Malick TAPSOBA a partagé son expérience de **Mise en place d'une plateforme de suivi de l'exploitation des adductions d'eau potable simplifiées (AEPS)**.

Les idées essentielles à retenir de la session sont :

1. Orienter les recherches vers les outils et moyens de collecte ;
2. Normaliser la collecte des données ;
3. Fédérer les différents outils et assurer la sécurité des données ;
4. Aller vers la mise à l'échelle des méthodes communautaires de suivi-évaluation ;
5. Mettre en place un cadre de gestion des connaissances sur l'eau et l'assainissement au Ministère de l'Eau et de l'Assainissement étant donné la multitude de bonnes pratiques et expériences dans le domaine ;
6. Opérationnaliser le DISE et l'étendre aux autres programmes du MEA.

3.2.7 Le cross populaire

Le Forum a été une occasion de faire découvrir au grand public les enjeux autour de l'eau et de l'assainissement et de stimuler le sens de la responsabilité, la citoyenneté et la solidarité. Entre cross populaire et séance d'aérobic, les participants à la 3ème édition du Forum national de l'eau et de l'assainissement (FNEA), ont réaffirmé leur engagement à promouvoir l'assainissement en milieu rural et urbain ainsi que l'accès universel à l'eau potable.

Photo 5 : Les participants prennent part à un cross populaire organisé en marge du forum



3.2.8 Les Trophées de l'Eau

Le Partenariat National de l'Eau du Burkina Faso (PNE-BF) en collaboration avec le Ministère de l'eau et de l'assainissement a organisé le 2 février 2018 la deuxième édition de la nuit des trophées de l'Eau et l'Assainissement. Cette édition s'est inscrite dans le cadre de la 3e édition du forum national de l'eau et de l'assainissement.

Photo 6 : Vue des bénéficiaires de trophées



Au total, 17 acteurs agissant quotidiennement en faveur de l'amélioration des secteurs de l'eau et de l'assainissement, ont vu leurs efforts couronnés au cours de cette deuxième édition de la nuit des trophées de l'eau et de l'assainissement.

3.3 Troisième journée

Le troisième jour a été consacré à la présentation de la dernière session, suivi de l'adoption du mémorandum du forum, avant la cérémonie officielle de clôture.

3.3.1 Session 3 : Accélérer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement par l'approche fondée sur les droits humains

La dernière session thématique du forum fut une session plénière. Elle a été placée sous la responsabilité de Messieurs Abdoulaye KOUDAKIDGA et Firmin Hilaire DONGOBADA (IRC). La session a été modérée par Messieurs Abdoul Karim SANGO et Firmin Hilaire DONGOBADA.

Cinq (5) communications ont été présentées au cours de cette session.

- i. DGA – André P. NONGUIERMA : **Accélérer l'accès universel à l'assainissement par l'AFDH : Politiques et stratégies.** L'approche fondée sur les Droits Humains met l'accent sur les groupes marginalisés, défavorisés et

exclus et constitue un levier de développement durable. Cinq (5) principes clés devant orienter les actions des différentes parties prenantes du secteur de l'eau et de l'assainissement ont été définis par les Nations Unies : la non-discrimination et l'équité ; l'accès à l'information et la transparence ; la participation et l'inclusion ; la redevabilité ou responsabilité des autorités publiques ; la durabilité et la non-régression. Quelle est donc la prise en compte de l'AFDH dans les politiques et stratégies d'assainissement déjà existantes au Burkina Faso ?

- ii. UNICEF – Mougabé KOSLENGAR : **Les modèles de gestion durable des services d'eau potable en zone rurale dans le cadre de partenariats-public-privé (programme de recherche-action)**. Différentes études ont prouvé qu'il y a deux préconditions nécessaires pour pouvoir pérenniser les services d'approvisionnement en eau en zone rurale : un changement en faveur de méthodes de prestation de services améliorées impliquant le secteur privé (Lockwood, H. et Smits, S., 2011) et une insistance plus marquée sur la gouvernance et la responsabilisation (Dispositif de gouvernance de l'eau du PNUD/SIWI/UNICEF, 2015). Le changement d'approche en faveur de méthodes de prestations de services peut impliquer la mise en place de partenariats publics-privés pour intégrer les divers éléments de la chaîne de valeur concernant l'entretien, les réparations, les renouvellements de pompe et la gestion.
- iii. 2iE – Steeve BATIENON : **Solutions innovantes pour l'accès durable de l'eau et l'assainissement surtout aux populations défavorisées**. La population est-elle consciente que chaque citoyen doit apporter sa contribution pour un accès durable à l'eau et à l'assainissement ? Ne pourrions-nous pas, avec des moyens limités, améliorer l'accès à travers nos comportements quotidiens ? Quelles solutions innovantes et adaptées à nos réalités pouvons-nous proposer pour un accès durable ? Telles sont quelques-unes des préoccupations soulevées par le communicateur, qui a également énuméré les difficultés rencontrées par les structures qui luttent pour l'accès durable à l'eau et à l'assainissement.
- iv. SPONG-IRC – Sylvestre TIEMTORE : « **Promouvoir les droits humains à l'eau et à l'assainissement : cas de la mission Fas'Eau** ». Le Burkina Faso a inscrit officiellement dans sa Constitution le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement le 5 Novembre 2015. Cet acte fort fait suite à ses engagements dès le 28 juillet 2010 à l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le même sujet. Si le droit à l'eau est alors consacré par la loi fondamentale, faire de lui une réalité pour le vécu du citoyen est un autre défi. En effet, comment amener les citoyens à connaître et revendiquer ce droit à l'eau et le gouvernement à le rendre effectif ?
- v. WaterAid – Jules SOW : **L'amélioration de la desserte des populations marginalisées par la technologie de forage optimisé**. Le forage optimisé, à faible coût et à haute valeur ajoutée pour la satisfaction en eau potable des populations marginalisées, est une technologie connue dans le monde entier mais peu vulgarisée au Burkina Faso. Il existe des zones favorables à l'implantation des forages optimisés, lesquels fournissent une eau aussi potable que les forages classiques. C'est ce qu'a démontré le projet « amélioration durable des services d'AEPHA dans le grand-ouest du Burkina » mis en œuvre par le consortium WaterAid, Water 4 et One Drop.

De la session, on retient ce qui suit :

1. Le Burkina Faso a ratifié plusieurs textes internationaux depuis 2012 et même adopté des textes au niveau national en 2013 sur l'accès universel à l'eau et à l'assainissement en se basant sur l'approche fondée sur les droits humains.
2. Plusieurs textes législatifs et règlementaires en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement basés sur l'AFDH ne sont pas opérationnels et peu connus des acteurs du secteur.
3. La surveillance des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement nécessite des indications exhaustives, consistantes et un cadre formel de suivi des indicateurs.
4. La qualité du service de l'eau et de l'assainissement pour un accès universel à l'eau et à l'assainissement dépend de la responsabilisation des citoyens dans sa gestion. Cela passe par une éducation citoyenne.

3.3.2 Cérémonie de Clôture

La cérémonie de clôture a été ponctuée par : (i) la lecture du mémorandum, (ii) le suivi d'une animation artistique, (iii) et enfin le discours de clôture du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement représentant le Premier Ministre.

Dans son mot de clôture, le Ministre a félicité les participants pour le travail abattu en 3 jours de conclave. Il a réitéré sa profonde gratitude aux partenaires techniques et financiers, aux ONG et associations intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi qu'aux collectivités locales, pour leur engagement et leur implication effective tout au long de la préparation et de la tenue de ce deuxième forum. Il a aussi adressé ses félicitations à l'endroit de tous les membres du comité d'organisation pour leur implication personnelle et collective, toute chose ayant permis au forum d'atteindre ses objectifs.

Le Ministre de l'eau a rassuré les participants sur la qualité des *recommandations* qui *permettront de porter la voix du Burkina Faso au 8^{ème} Forum mondial de l'eau, qui se tiendra du 18 au 23 mars 2018 à Brasilia au Brésil.*

C'est sur ces notes d'entière satisfaction qu'il a déclaré clos le troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement.

CONCLUSION

Le troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso a tenu toutes ses promesses avec dix (10) sessions thématiques et une session de cadrage alimentées par une soixantaine de communications et deux sessions plénières qui ont été marquées par des moments forts sans précédents pour la réflexion dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso. En effet, les plaidoyers et interpellations de personnes ressources du secteur ont permis d'élever le niveau de conscientisation des acteurs sur les contraintes et les enjeux du secteur, mais aussi et surtout sur la nécessité de sauvegarder, renforcer et étendre les acquis engrangés depuis plusieurs décennies. En marge des sessions du forum, les jeunes ont organisé une session spéciale qui leur a permis de formuler des recommandations.

Le forum a été également ponctué par des expositions et des animations artistiques toutes centrées sur le thème de « **l'eau et l'assainissement** » et portées par des acteurs burkinabè.

Cette 3^{ème} édition du FNEA a abouti à la formulation de trente-trois (33) recommandations, de cinq (5) engagements des parties prenantes, et a retenu trois (3) messages essentiels à porter au 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau et de l'Assainissement.

Le suivi des recommandations du forum a toutefois constitué une préoccupation majeure de l'ensemble des participants qui ont plébiscité la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi-évaluation efficace, piloté par une structure légère, à mettre en place dans les meilleurs délais afin de s'assurer de la mise en œuvre effective des recommandations par les structures responsables.

ANNEXES

Annexe 1 : Programme du forum

JOUR 1 : jeudi 1 ^{er} février 2018			
8h– 9h	Accueil et installation des invités et des participants		
9h – 10h	<u>Ouverture officielle du Forum National</u> <ul style="list-style-type: none"> - Mot de bienvenue du Maire de Ouagadougou - <i>Projection d'un film introductif de la thématique du forum</i> - Discours du Chef de file de PTF Eau et Assainissement - <i>Animations culturelles</i> - Discours d'ouverture par le Premier Ministre - Photo de famille des participants au Forum 		
10h – 11h	<u>Ouverture officielle de l'exposition</u> Visite des stands et des expo-photos Pause-café		
11h– 12h30	Séance plénière – <u>Thème</u> : Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso Salle de conférences Modération : Maître de cérémonie (rapporteur général) <ul style="list-style-type: none"> 💧 Présentation de cadrage (Ministre de l'eau et de l'assainissement) : Enjeux liés au thème du forum, Résumé des 5 programmes, recommandations mises en œuvre suite au forum national de 2015 (30 minutes) 💧 Communication : Eau et changements climatiques, impacts sur le partage des ressources en eau (Ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et des Changements Climatiques) (30 minutes) 		
12h30 - 14 h	Déjeuner		
14 h – 17 h	<i>Salle de Conférences</i>	<i>Salle Samandin</i>	<i>Salle DG des Douanes</i>
	<u>Thématique 2 : Accès universel à l'assainissement : quels défis spécifiques en milieu rural et urbain ?</u> Modération André P. NONGUIERMA (DGA) & Zakari BOURAIMA (Eau Vive) Communications * DGA – Défis et perspectives pour un accès durable à l'assainissement * ONEA – DASS – transfert de l'assainissement aux communes	<u>Thématique 1 : Financement innovant de la mise en œuvre de l'ODD Eau et Assainissement</u> Modération Harouna Y. OUIBIGA (PEA/GIZ) & Juste NANSI (IRC) Communications * MINEFID – Mécanismes et outils de financement des ODD * Maire Diébougou – Les ambassadeurs de bonne volonté * CRS – Boutiques d'assainissement	<u>Thématique 6 : Promotion des organismes de bassins partagés et gestion des conflits</u> Modération Seyram SOSSOU (2iE) Communications * DGRE – Cadre de concertations et organismes de bassins au BF * ABV – Processus GIRE dans le bassin de la Volta * Agence de l'Eau Nakanbé – Les comités locaux de gestion de l'eau

	<ul style="list-style-type: none"> * CNRST – l’assainissement urbain * Eau Vive – latrines des villes moyennes * Farafina Eco-E – SIM-SAN * UNICEF – leçons apprises de l’ATPC * SNV – Expérience ATPC sans subvention dans l’Est * Eau Vive – techniciens communaux et durabilité du service <p style="text-align: center;">Débats</p>	<ul style="list-style-type: none"> * VERGNET – Partenariat public-privé * IRC – Planification stratégique communale : outil de mobilisation financière <p style="text-align: center;">Débats</p>	<ul style="list-style-type: none"> * THIOMBIANO J. – Grille d’analyse des CLE * OIEAU – Projets de coopération dans le cadre de la GIRE <p style="text-align: center;">Débats</p>
17h – 19h	<p><i>Salle annexe</i> Forum « Jeune Pro : Viens agrandir ton Réseau ! » Networking et autres surprises ! (Organisé par Réseau Projection)</p>		

JOUR 2 : Vendredi 2 février 2018			
8 h 30 – 12 h (10h-10h30 : pause-café)	<i>Salle de Conférences</i>	Salle Samandin	<i>Salle DG des Douanes</i>
	<p><u>Thématique 8 : Nexus Eau, énergie et sécurité alimentaire : options techniques et technologiques</u></p> <p>Modération Dr. TRAORE Issouf (CRSN)</p> <p>Communications</p> <ul style="list-style-type: none"> * DGA – Assainissement, énergie et sécurité alimentaire * 2iE - Le nexus Eau-Énergie-Sécurité alimentaire * Koassanga – Assainissement écologique et autosuffisance alimentaire * ONEA/ DASS - Valorisation des boues de vidange en biogaz * CNBB – Augmentation de la capacité des petits barrages par les blocs fusibles <p>Débats</p>	<p><u>Thématique 7 : Eau, santé et éducation : quelle synergie entre secteurs pour l'atteinte des ODD ?</u></p> <p>Modération Hélène ZOUNDI/FIGEA (PEA/GIZ)</p> <p>Communications</p> <ul style="list-style-type: none"> * MINEFID – Synergie et atteinte des ODD * BAOBAB – technologie WATA * CRS – Ecoles amies de WASH * UNICEF – leçons apprises projet GHM * WaterAid – Gestion hygiénique des menstrues à l'école <p>Débats</p>	<p><u>Thématique 4 : Valorisation des connaissances traditionnelles et scientifiques sur l'eau et l'assainissement pour des solutions locales durables</u></p> <p>Modération Pr. Youssouf KOUSSOUBE (UO /Pr JKZ; CPCR-Eau)</p> <p>Communications</p> <ul style="list-style-type: none"> * Farafina – TIC et WASH * IRSTEa – représentations sociales * Musée de l'eau – outils et techniques d'investigation * Koslengar & Konate - système VERLET * WaterAid – conservation de l'eau à domicile * ONEA – DEX – Réduction des pertes d'eau <p>Débats</p>
12h – 13h30	Déjeuner		
	<i>Salle de Conférences</i>	<i>Salle Samandin</i>	<i>Salle DG des Douanes</i>

13h30 - 16h	<p><u>Thématique 10 : Enjeux de la disponibilité et de la valorisation des données sur l'eau et l'assainissement</u></p> <p>Modération Denis DAKOURE (Consultant)</p> <p>Communicateurs * AKVO – Enjeu de l'OPEN DATA * CRS – Contribution du SE externe à l'amélioration des conditions sanitaires * WaterAid – Renforcement de la résilience des communautés * DGESS/MEA – DISE * DGRE / MEA – SNIEAU</p> <p>Débats</p>	<p><u>Thématique 5 : Suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement</u></p> <p>Modération Halidou KOANDA (Water-Aid)</p> <p>Communicateurs * Maire de Diébougou – le dialogue communal avec les usagers * SPONG – Enjeux du dialogue entre société civile et pouvoirs publics * WaterAid– Le Présimètre : outil de suivi citoyen de l'action publique * Eau Vive – Principes et modalités du contrôle citoyen * Ligue des consommateurs – soyons des consommateurs exigeants</p> <p>Débats</p>	<p><u>Thématique 9 : Eau, pollutions et préservation des écosystèmes</u></p> <p>Modération Pr. Frédéric ZONGO (UO /Pr JKZ)</p> <p>Communications * DGRE – Contribution de la police de l'eau à la préservation des ressources en eau * AKVO – Connaissance de la qualité de l'eau à faible coût * IRSTEA – Dégradation des colorants industriels * Agence de l'Eau du Mouhoun – Protection des sources et restauration des berges * Univ. Bobo-Dsso – Traitement biologique des eaux usées (Dr. Zongo Bilassé) * Agence de l'Eau du Nakanbé – Les plantes envahissantes</p> <p>Débats</p>
<p>16h : CROSS POPULAIRE (départ : Salle de conférence Ouaga2000 – Alimentation Bon Samaritain) 21h : Nuit des Trophées de l'Eau et de l'Assainissement (Salle polyvalente)</p>			

JOUR 3 : Samedi 3 février 2018	
10 h – 12 h Salle de Conférences	<p>Séance plénière : <u>Thématique 3 : Accélérer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement par l'approche fondée sur les droits humains (AFDH)</u></p> <p>Co-Modération : Abdoulkarim SANGO (consultant IRC et enseignant à l'ENAM) & Hilaire Dongobada (IRC)</p> <p>Communications : * DGA - Accélérer l'accès universel à l'assainissement : stratégie nationale * UNICEF – Recherche-Action gestion durable de l'AEP * 2iE – Solutions innovantes * WaterAid – Forages optimisés * Coalition Fas'Eau – Promouvoir les droits humains : cas de la mission Fas'eau</p> <p>Débats</p>
12 h – 12 h 30	Pause – café
12h30 – 13h30	Séance plénière : Synthèse du forum animée par le rapporteur général → Synthèse des recommandations de chaque session
13 h 30 – 14 h 30 Salle de Conférences	<p><u>Cérémonie de clôture du Forum National</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Lecture du mémorandum - Animations - Remise des attestations de reconnaissance - Discours de clôture du Ministre

Annexe 2 : Liste des participants

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
1	ABIBOU Halidath	2ie	67 07 72 68	
2	ACKA ALEXANDRE	DP	71232366	
3	ADJALA. Raoul	PLAN Burukina	70202504	
4	AGOGNON Fabrice	IRC BF	75755559	
5	AJOKPE Jean-Pierre	Water Aid	70 51 58 69	jpdjokpe@gmail.com
6	ALBAN Marco	L V I A	76898981	
7	AOUSA A. A. Sébastien	Eau vive	70461781	
8	AQUE A. Joël	REPHA BF Assemblée National	70 25 55 40	Jaoue14@yahoo.fr
9	AYANO Shimizu	JICA	55306522	
10	BA française	SISSIMAN TOURS (ELITIS EXPRESS)	78424121	
11	BADINI Alidou	RTB	70283969	
12	BADINI Salamatou	OUAGA FM	60003967	
13	BADOH Abdoulaye	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	78192001	
14	BADOLO Mathieu	UNION EUROPEENNE	25492900	
15	BADOLO Miram	AEN		
16	BADOLO YAYA	AGENCE DE L'EAU	78824472	
17	BADOLO/IVO Mariam	DGEP/MEA	70005722	
18	BAGAYA Eresseni	AEC	76 75 61 55	bagayaouss@gmail.com
19	BAGAYA Hamade	MINISTERE INFRASTRUCTURES	70236607	
20	BAGAYA OUSSENI	AEC	76756155	
21	BAKOUAN B. LACINA	DREA-CNR	70274010	
22	BAKYONO PIERRE	AGENCE DE L'EAU	70162571	
23	BALIMA Aida	BIGASARL	71335713	
24	BALIMA Dama	CLE NAZINON	70032111	
25	BALIMA Dama Mariam	INERA	70 03 21 11	balima@yahoo.fr
26	BALMA SOULEYMANE	DG/PI	71411421	eliasglorymalanda@gmail.com
27	BAMA Victor			
28	BAMA/ROUAMBA Margueritte	CSC	70255436	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
29	BAMBA Djénéba	SP/ CNDD DCCI	71 23 92 82	bambadjeneba03@yahoo.fr
30	BAMBA Massé	Ingenieur en EA	77266008	masse93bamba@gmail.com
31	BAMBARA A Madina	ESUP JEUNESSE	63679289	
32	BAMBARA Aicha Madina	En formation EA (master1)	63679289	mdinbambra@gmail.com
33	BAMBARA Alimata	Eau vive	70143017	
34	BAMBARA Jean Charles	DGESS/MEA	70066224	
35	BAMOGO Dramane	DGESS/MEA		bamogodramane@gmail.com
36	BAMOGO IDRISSE	DR	70695728	
37	BAMOUNI Toussaint		70 20 40 92	
38	BANCE W. Bertrand	GERTEC	64444743	
39	BANCE/LANGANE Fatimata	DGRE/MEA	6002356	
40	BANDE	UNIVERSITE AUBE NOUVELLE	56533317	
41	BANGRE Madi	ASSOCIATION DES USAGERS DE L'EAU	70829369	
42	BANQUET Viviane Audrey	2IE	74 62 06 02	audreybanquet@gmail.com
43	BARA Aminata	SNV		
44	BARO Roger	MEECVV	70755236	
45	BARRO Modibo	IMAGIC	70243363	
46	BARRY Djibril	WaterAid	70 11 77 91	djibrilbarry@wateraid.org
47	BARY Ibrahim	CONSULTANT	70685306	
48	BASSINGA Abdoulaye	SGR	70302580	
49	BASSINGA Babo Pierre	DGPN	70 30 60 65	bassingapierre@yahoo.fr
50	BASSONO Richard	IRC	76 72 25 98	bassono@ircwash.org
51	BATANGOUNA B. Sebastien	Ingenieur en EA	56476305	batangouna888@gmail.com
52	BATAO Joachim	Burkina Demain	76 71 89 59	
53	BATIENON Steeve	2iE	60 99 58 31	batienonsteve60@gmail.com
54	BATIENON STEVE ISAÏ	2IE	60995231	
55	BATIONO Bouma	RETRAITE	73068065	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
56	BATIONO Evariste	CG2E	71081551	
57	BATIONO Flavien	OCADES	75824004	
58	BATIONO ISSOUFOU	DGESS/MEA.	70 13 73 93	ibatiana@yahoo.fr
59	BATIONO/DIABATE Maïmouna	DGIH		
60	BAWAR Koulma	DGRE		koulman22@gmail.com
61	BAYALA Marcel	MINISTERE DE LA JEUNESSE	72597673	
62	BAYALA Maxime	PLAN Burukina	70612607	
63	BAYALA Yolande	Eau Vive	70 16 63 73	ybayalayantio@eau-vive.org
64	BAYALA/KAMBIRE Clarisse	SECRETAIRE GENERAL DE REGION	60744461	
65	BAYILI P Justin	ACTEA	76186860	reseau.actea@gmail.com
66	BAZIE Anicet	Député	70297272	
67	BAZIE B. Victor	DGPM	70 22 55 33	Baziebvictor@gmail.com
68	BAZIE Jean	PROGEA 2	70695693	
69	BAZO Jean François	EAU VIVE	70 71 62 89	tankjm@yahoo.fr
70	BEBA BERNARD	SECRETAIRE GENERAL DE REGION	70743667	
71	BELEM MAMOUNATA	INERA	70 71 25 77	
72	BELEMSOBGO Marc	ABV	70 04 62 10	belemmarco@yahoo.fr
73	BEREWODOUGO U Maïmounata	DGRE/MEA	79426105	
74	BEREZIAT Emeline	AKVO	75 97 06 69	emeline@akvo.org
75	BILGO Zakaria	FASO INGENIEURIE	71 33 34 44	fasoingenierie@gmail.com
76	BINGBOURE Jean Mathieu	SPENPU	70249963	
77	BINGBOURE REGIS		70304349	murielleeblyn98@gmail.com
78	BINGO Ismaël	CRS		
79	BIRBA Lazare	DGEB/MENA	70583873	
80	BOCOUM Fatoumata	DRSOBT	78 65 21 04	fantabocoum@gmail.com
81	BOCOUM Ousmane Yaya	Water Aid	70 12 86 92	ousmaneyayabocoum@wateraid.org

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
82	BOGE Siaka	AFAJAPS	70 09 34 30	gobesiaka@gmail.com
83	BOLY Boureima	ONEA	70 22 22 53	brmboly@yahoo.fr
84	BOLY Guibilou	PRBA	70268790	
85	BONGOUGOU Flore	WaterAid		
86	BONKOUNGO Stanislas	DGEP/MEA	70 24 91 57	sbonkoundo@gmail.com
87	BONKOUNGO Ousmne	PROJET LAC BAM	70255081	
88	BONKOUNGO Salam	BUMIGEB	78877136	bouk_sami@hotmail.fr
89	BONOGO Christian	UO1	70473034	
90	BONZY Anita	ESUP.J	71191433	anitabonzy12@gmail.com
91	BORO Toro	DGEP/MEA	70120832	
92	BOUBA OUOBA Léocadie	WATER AID	70261434	
93	BOUGMA Carine Laure	ESUP JEUNESSE	71139065	
94	BOUGOURA Alain	CACI B	70254202	dg@caci-c.com
95	BOUKARI Salifou			
96	BOUNKOUGOU Aboubacar	FARAFINA ECO EGENEERING	71292300	
97	BOURAIMA Zakari	Eau Vive	70 70 61 48	zakari.bouraima@eau-vive.org
98	BRIAC Defobis	UNION EUROPEENNE	25492900	
99	BROOKS Donald	Initiative Eau	76 71 87 48	dbrooks@initiativeeau.org
100	CABORE Thierry	UNIVERSITE OUAGA 2	70242433	
101	CESSOUMA Bamadou	DANIDA	70 72 37 32	bamces@um.dk
102	CISSE Mamoudou	Université Ouaga II	70234549	
103	CISSE Soumayla	DGA	79 30 15 15	cisse.soumayla@yahoo.fr
104	CLAIRE Guillaume	EAWAG-SANDEC	61407847	
105	COMPAOE B. FAFBRICE	DGESS/MAAH	70 71 11 71	Com_bfa@yahoo.fr
106	COMPAORE Adama	Ingénieur à la Retraire	70 26 89 73	Adama_compaore2002@yahoo.fr
107	COMPAORE Armelle	SIDWAYA	7155566	
108	COMPAORE Athanase	SAWES	70203508	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
109	COMPAORE Bénégré Fabrice	DGESS/MAAH	78 83 36 37	com_bfa@yahoo.fr
110	COMPAORE Boukare	DGIH	70361902	
111	COMPAORE Emmanuel	AMVS	70 20 54 66	Comuna@fasonet.b f
112	COMPAORE Jerome	PM	7025675	
113	COMPAORE Julien	DGESS/MEA	70 71 97 49	jcompaore69@gma il.com
114	COMPAORE Kassoum			
115	COMPAORE PASCAL	CETECH-CONSULT	70 21 35 30	Cotech.consult.sarl @gmail.com
116	COMPAORE R Boureima	ANP/SEPAB	78444496	
117	COMPAORE Regina	DGRE/MEA	70997922	
118	COMPAORE Serges	SD2	71995271	
119	COMPAORE W Claire	DGESS/MEA	70437234	
120	CONGO Maïmouna	DGRE	70 25 45 05	maimaounacong o@yahoo.fr
121	CONGO Ousmane	DGRE/MEA	68240387	
122	CONOMBO FIRMEN	MAIRIE DE BINDE	71518225	
123	COULIBALY I. B. Momary	Etudiant	60394993	
124	COULIBALY IBRAHIM	ESUP-J	60 39 49 93	
125	COULIBALY Ibrahima Bihon Mamary	BUNEE	78309630	razacoul2005@yah oo.fr
126	COULIBALY Kadiatou	LIGUE DE CONSOMMATEUR DU BURKINA	71920652	
127	COULIBALY Korotoumou	DGEP/MEA	70977595	
128	COULIBALY L. JOSEPH	PRESIDENT DES AUE	76345192	kilatipha@gmail.co m
129	COULIBALY Lessi Lassina	DSI/MEA	70808355	
130	COULIBALY U. F. Ahmed	Commune de Diébougou	76 90 89 89	
131	COULIBALY Ulrich Frederic Ahmed	STMEA	72866614	ahmed.cerveau@g mail.com
132	Da Hien Daniel	Ligue des consommateurs	70 23 05 84	dadahien@yahoo.fr
133	DA Laure Carolle	IRSTEA	70 08 57 63	lcarolleda@gmail.c om

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
134	DABAL SALIMATAA	SGR	70236414	
135	DABIRE Frédéric	DGHADI/MAAH	70286906	
136	DABIRE Herman	ASSOCIATION DES USAGERS DE L'EAU	75268460	
137	DABIRE Per	AUE/SG	75 26 84 60	
138	DABRE Germaine	DGESS/MEA		
139	DAH Marcel Bamouroukoun	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70260662	
140	DAKISSAGA Pegdwendé Marianne	En formation EA	71223699	mariannedakissaga2@gmail.com
141	DAKOURE Denis	AHT	70 20 47 74	dakoure_dc@hotmail.com
142	DAMIBA Jalene Aanis	UO/IGEDD	70724645	jalenedamiba@gmail.com
143	DAMIBA Lucien	WaterAid		
144	DAO Abdou	AEN	68202082	
145	DAO SABARI Christian	MINISTERE DE LA CULTURE	70530207	
146	DAO/SIBIRI BACOUO	ASSOCIATION MUNYU	76608554	
147	DARANKOUM JULES	AGENCES DE L'EAU DU LIPTAKO	70 76 92 21	
148	DAVID Simpore	SPONG	70161193	david.simpore@apong.org
149	DAYAMBA Arouna	CRS	67098987	
150	DAYO MAXIME	SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	71986366	odilonkiemtarboum@yahoo.fr
151	DEME Aicha	USTA	70122929	demeaicha85@gmail.com
152	DEME Boubakary	ENSP	71382867	
153	DEME Karim	ECR/BTPI	70203168	
154	DEMOKOY Vianny		74748437	
155	DENTEL Hélène	OIEau	72 90 37 24	h.dentel@oieau.fr
156	DERME Samiratou T.	Université Aube Nouvelle	71770725	
157	DESSOUASSI Robert	ABV	77719797	dessouassi2003@yahoo.fr
158	DIABATE Absoulaye	REGIS-ER	73406185	
159	DIABATE YOUSOUF	PRESIDENT AUE	76382785	
160	DIAKITE MAMADOU	GIZ	70 21 01 32	mamadou.diakité@giz.de

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
161	DIALLO A. Rachid Miguel	2IE	65456989	
162	DIALLO Blami	DGRE	70 22 56 79	dialloblami@gmail.com
163	DIALLO EL Bachir	ESUP-J	78028382	
164	DIALLO Fatimata	KNUST	77106978	dfatim55@yahoo.fr
165	DIALLO KONE Martine	IRSAT CNRST	70307668	
166	DIALLO Oussen	GREEN CROS CCEPA SWA OSC	70204161	
167	DIALLO Said-El-Béchir	ESUP.J	78028382	diallobechir@gmail.com
168	DIALLO Véronique	DGESS/MEA	70115596	
169	DIARRA Sekou	S2E ASSO	70286641	
170	DIASSO Dieudonné	REACH	60 11 33 78	
171	DIASSO Dorcas Christelle	Université Aube Nouvelle	62177335	
172	DIAWARA Gaston	DGRE/MEA	72971767	
173	DICKO Hamidou	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70674050	
174	DICKO Hamidou Hama	Projer Vi	70 26 18 91	
175	DICKO Moussa	SG COMITE LOCAL DE L'EAU	70413202	
176	DICKO Moussa	AUE	78084868	
177	DIÉSSONGO Madeleine	UNICEF	70 01 97 72	mdiessongozabre@unicef.org
178	DIÉSSONGO Yembila	OPERATEUR PRIVE	60744494	
179	DIKOUME Thierry	Ingenieur wash	75586216	therrydikoume@aiesec.net
180	DIPAMA Kévin	Plan Burkina		
181	DISSA Ali	EAA NATIONAL	70728599	
182	DIUMA Rachyde Mohamed	Privé Consultant	70 01 08 87	rachydy@yahoo.fr
183	DJAGBA Dominique	EAU.VIVE	63030470	djagba43@gmail.com
184	Donald BROOKS	INITIATIVE EAU	76718748	
185	DONESSOUNE Andrea	PROGEA2	71505357	
186	DONGOBADA Firmin Hilaire	IRC	75 14 03 62	dongobada@ircwash.org
187	DONIN Giorga	UNICEF	7092665	
188	DONNE Aurelie	HYDRACONSEIL	77224076	
189	DOULKOM Pierre Marie	Etudiant	71755191	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
190	DRABO Boke	Personne ressource	70250104	
191	DRABO Djélika S.	DCPM/MEA	70 00 06 55	drabodjelika@yahoo.fr
192	DRABO Djénéba	DRH/MEA	70 79 51 50	dradjene@yahoo.fr
193	DUBARRY/BATION O N. FLORA	Agence de l'Eau/ DG	78534933	
194	DURTET Michel	ATCOWI	73932727	
195	EBLIN Murielle	Etudiante 2IE	55 42 88 90	Murielle eblie98@gmail.com
196	ELSA Ouali Sawadogo	PENN STATE CENTER	72194475	
197	FANKINI Alphonse	COMITE LOCAL DE L'EAU BAGRE AVAL SUD	70499529	
198	FARMA ALEXIS	PHA/BID UEMOA	70798940	
199	FOFANA Yacouba	DREA DR	72022333	
200	FOMENI Gandjeli Anne Christelle	SOCIETE BISSA GOLD	77823162	
201	FRANCISQUET Valérie	ACRA	60202477	
202	FRIEDRICH Angelika	GIZ	75611672	
203	GAHI Narcisse	IRC BF	56380078	
204	GALBANE B Zaliatou	EAU VIVE	64891235	
205	GALBANE Lawolia Rachidatou		70 64 98 18	gallodrome@gmail.com
206	GAMSORE Younoussa		76 44 18 12	younoussa.gamsore@yahoo.fr
207	GANAME Yasseya	DR	70324375	
208	GARANE Malik	MAIRE DE TOMA	70220783	
209	GO LOUISE ANNE	IGJP AFRIQUE	76 99 68 31	Louise.go@igipafrique.bf.com
210	GOBE Siaka	AFAJAPS	70093430	gobesiaka@gmail.com
211	GOFFIN Michel	SHER	74370443	
212	GOORE FIDELE	Consultant	79269621	
213	GOORE Fidèle	COOP. DEV. NAPCL	79269621	
214	GOUBA T Léonce	DGRE/MEA	73187393	
215	GOUEM Aimé	SNV	71039848	
216	GOUNGOUNGA Justin	MEECVV	70237579	
217	GUERE D. Laurentine	ONATEL	70161265	
218	GUERE SOMPASSATE	ASSOCIATION DES USAGERS DE L'EAU	71683028	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
219	GUIARD Félicie		74797804	felicie.guiard@gmail.com
220	GUIATIN Jonas	MAIRE DE YARGO PRESIDENT AMBF		
221	GUIRA Oumarou	Baobab Antenna	71 64 29 38	oguir@antenna.ch
222	GUIRAKOYA NANA Josiane	DAD/MEA	71890652	
223	GUIRE Alassane	DG/DGPV	70254299	
224	GUIRE MARCEL	MAIRE	70161212	
225	GUIRE Moumouni	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	70221289	
226	GUIRO Halidou	DGIH	70225925	
227	GUIRO Oumarou	DGRE/MEA	70382242	
228	GUIRO Shéríta Djemila	EAU VIVE	71120450	
229	GUISSOU Cheick	DGRE/MEA	71677140	
230	GUISSOU Gloria Rachel Noela	En formation en WASH/ESUP.J	73970005	guissourachel@gmail.com
231	GUISSOU Patrice O.	DGIH	70 25 85 66	guissou.patrice@yahoo.fr
232	HAMA Oumarou	OPERATEUR ASSOCIATIF OU PRIVE	70234562	
233	HAOUA FOFANA	DREEVCC CENTRE	70317727	
234	HEBIE Alimatou	ESUP JEUNESSE	71700670	
235	HEBIE YAYA	ASSOCIATION DES USAGERS DE L'EAU	75765541	
236	HEMA Maimouna	IGEDD	78476259	maimounahema31@yahoo.fr
237	HIEN DEBORAH	Agence de l'Eau/ DIRECTEUR DE LA PROSPCTIVE	70105259	
238	HIEN Léon	DREA-EN	75736689	
239	HIEN Y Crhistophe	CP-CREau	76669430	
240	HIEN/NANA Félicité T. P.	DGEP	78 34 78 54	tecili12@yahoo.fr
241	IBRAHIM Hamidou Yassine	Etudiant	74301615	
242	IBRIGAMAAZOU	MAALO CONSULTING	70933293	
243	IDANI/YAMEOGO W Mireille	PNAH	72426206	
244	IDO Modeste	DGESS/MEA	70761704	
245	ILBOUDO B Charles	ASSOCIATION	78010921	
246	ILBOUDO Catherine	UO/IGEDD	71080957	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
247	ILBOUDO Daouda	COOLERATIVE FASO BEOGNEERE	68175643	
248	ILBOUDO FIRMIN	CDS	72 74 25 34	
249	ILBOUDO G Pascal	AGHI	70213116	
250	ILBOUDO Hiaire	PNE	70787067	wendhi8@gmail.com
251	ILBOUDO Mahamadi	APCR-BF SOS Sahel	70 96 75 26	
252	ILBOUDO Mahamadi	AAD Dori	70 40 60 75	
253	ILBOUDO Marcel	SHA	70 23 89 21	marcelin.ilboudo@sefhelpafrica.net
254	ILBOUDO Marcelin	SPONG	70238921	
255	ILBOUDO R. Charles	Science et Développement Durable	78 01 09 21	
256	ILBOUDO Samiratou	OMEGA FM	63640202	
257	ILBOUDO Wendemi	AKVO	76560570	
258	ILBOUDO Omar		78402321	
259	INA ETESU Anhata	FONDATION BARKA	65496565	
260	IOGO Valentin	ABV Personne Ressource	70 75 93 05	iogovalentin@yahoo.fr
261	IRA Lonsani	ENSP	70995136	Ira.l@hotmail.fr
262	Ive BOGNINI Philomène	ONATEL	70003808	
263	Jerry Noël Tchounga Ngassa	Consultant wash	76 21 30 03	jerrynoel2@gmail.com
264	KABA LASSINA	CONSULTANT INDEPENDANT	78 81 10 81	
265	KABORE Daouda	PRESIDENT DE L'ASSOCIATION EAU POUR TOUS	76428284	
266	KABORE /ILBOUDO Issèta Brigitte	CRS	67 25 67 77	isseta.kabore@crs.org
267	KABORE Abdoul Aziz	DPEA/LOBA	70019001	
268	KABORE ALI	SECRETAIRE	76672224	
269	KABORE Augustin	DGEAP/MRA	70783195	kabore.augustin@yahoo.fr
270	KABORE Boukaré		78422471	
271	KABORE Brigitte	CRS		
272	KABORE Charles	IGEDD	71654673	
273	KABORE Damien	CRS	67-05-57-54	damien.kabore@crs.org
274	KABORE Florent	DGAEG	71 51 43 17	Kabore.florent@eaugourma.org
275	KABORE G. Frédéric	ONEA	70200393	
276	KABORE Ghislain W. Anselme	DGAEN		

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
277	KABORE K. Bénédicte	ESUP-Jeunesse	78 20 19 14	
278	KABORE Moussa	CNBB	70 39 66 69	kdede70@yahoo.fr
279	KABORE P. Arouna	PRESIDENT DE L'AUE DE DOULOU	70122929	demeaicha85@gm ail.com
280	KABORE Paul	DGIH	70442824	paulkabore@gmail. com
281	KABORE Rodrigue Thomas	Etudiant	70839223	wendkunirodrigue@ yahoo.com
282	KABORE RODRIGUE	ESUP.J	70839223	
283	KABORE Salifou	DGIH	70 05 31 56	Salifk42@yahoo.fr
284	KABORE T Seraphin	DGA	70309967	
285	KABORE Vincent De Paul	PRP	70105016	
286	KABORE W DAMIEN	DREA-EST	70081473	OUENOU5002@g mail.com
287	KABORE W. Ignace Victorien	SP/GIRE	70048934	
288	KABORE Y. Lucie	Ingenieur en genie civil	70808853	kabofe@yahoo.fr
289	KABORE/ ILBOUDO Assèta	CRS	67 25 67 77	asseta.kabore@crs. org
290	KABORE/YAMEOG O Julie Biba	DGEP/MEA	71224482	julie_baba@yahoo.f r
291	KABORE/YANOGO Florence N.	DGRE	71 14 57 25	noagaflorance@ya hoo.fr
292	KADSONDO Sandrine	DGA	70736477	
293	KAFANDO Alexandre	RTB-Radio		
294	KAFANDO Seydou	BUMIGEB	70461892	
295	KAFANDO Tanga	RTB-Télé	70 55 16 61	
296	KAJYIBWAMI Jean	Réseau Projection	7199212	
297	KALAYDJIAN Samuel	Association Koassanga	71 16 57 83	samuelkalay@yaho o.fr
298	KAM André	MDNAC	60027147	
299	KAMBOU B. Herman	WATER AID	70120160	
300	KAMTA Jionnang Olivia	Zie	74 99 67 60	olivia_kamba@yah oo.com
301	KARAMA B Ahmed	DGRE/MEA	70447486	
302	KATO Rie	JICA	63016792	katorie.bf@jica.go.j p
303	KAZAGABOU Denis	PRPVILB	66010808	
304	KERE Cyrille	CRS	67 05 57 82	cyrille.kere@crs.org

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
305	KERE Moro	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70516565	
306	KERE Noëlie	DGESS/MEA	78256590	noeliekere@gmail.com
307	KI Jean Christophe	VERGNET	70 23 14 90	c.leger@vergnet-hydro.fr
308	KI Francine A. L	CRS	77658701	
309	KI T Fulgence	SP/GIRE	70269972	
310	KIBORA/DRABO L. Djénéba	PDIS	78022302	
311	KIEMDE Abdou Kader	PHI/BID UEMOA	70194744	
312	KIEMTARBOUM Odilon	EIE	62826476	
313	KIEMTORE Hadi	Musée de l'Eau	72 74 81 91	hadikiemtore@yahoo.fr
314	KINDA Daouda	Le Quotidien	73 33 75 17	
315	KINDA Hamado	DGA	70619380	kindahamado@gmail.com
316	KINDA Michael	FADCU/BOBO	61363644	
317	KINDA Relwinda Asharya Ezzedine	ESUP.J	61005470	asharyakinda10@gmail.com
318	KINDO Noufou	BURKINA 24	70574569	
319	KLAN Moller	COWI		
320	KLU Catherine	ESUP JEUNESSE	60224388	
321	KO Lassina	Eau vive	73730816	
322	KOADIMA Possibo	ONATEL	70822546	
323	KOALA KABORE ZOURATA	DREA DR	70427198	
324	KOAMA Fidèle	DREA CES (DR)	71293560	
325	KOAMA/ZERBO Régine	DGEP	70 60 61 94	wilfrazer@yahoo.fr
326	KOANARI Youmali	ONEA	73 38 19 56	
327	KOANDA Halidou			
328	KOANDA Sabné	Personne ressource	70 33 50 83	koandasabne@gmail.com
329	KOANDA SAYIBOU	OPERATEUR ASSOCIATIF OU PRIVE	76646008	
330	KOHLMUS Willi	GIZ	70210133	
331	KOITA W. WENCESLAS	MEF	70 46 37 26	wasso2011@gmail.com
332	KOLLOGO Y Zackaria	DMP/MEA		
333	KOMBASSERE	UNIVERSITE DE KAYA	78815965	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
334	KOMBASSERE M Guillaume	DRH/MEA	71604116	
335	KOMBASSERE MADI		78815965	
336	KOMI Omar	DGESS/MEA	70 46 16 53	omarkomibf@gmail.com
337	KONATE Issiaka	SCI/VIM	70654036	
338	KONATE Ousmane	ACF	70 70 63 55	
339	KONATE Souleymane	SPHERE / SPONG	78818476	
340	KONATE Yacouba	2IE	78880861	yacouba.konate@2iE-edu.org
341	KONDE D SEBASTIEN	DREA DP	71005022	
342	KONDITAMDE P YOLANDE	CHEFS AEP/DREA-CNR	71337160	
343	KONDOMBO T Ghislain A	2IE	64510665	ghislaink53@gmail.com
344	KONE Abdoulaye	AREA	70 22 66 72	
345	KONE Adama	EAA	70240243	koneadam11@yahoo.fr
346	KONE Lalaïssa	CFAO Motors	56862630	
347	KONE Ousséni	Université Aube Nouvelle	70136343	
348	KONKOBO BARA Aminata	SNV	66 93 14 13	bara@snv.org
349	KONKOBO Brice Armand	DGIH	70 01 46 19	armak25@yahoo.fr
350	KONKOBO W. Rosalie	Ouaga FM	70 53 87 79	
351	KONSIMBO Vincent De Paul	DGESS/MEA	70745116	
352	KORAMIRE Joël	MEECVV	70720491	
353	KOUAME Kouassi	2IE	78200544	
354	KOUANDA Sabne	Personne ressource	70335083	
355	KOUATE Lamine	Personne ressource	70200066	laminekouate@yahoo.fr
356	KOUBIZARA Henri	AN	70259059	
357	KOUDAKIDGA Abdoulaye	CT-MEA	70753637	khabdoulaye@hotmail.com
358	KOUDOUGOU Audrey	ESUP JEUNESSE	72727902	
359	KOUDOUGOU Ousseini	Eau Vive	70 23 49 07	koudougou.ousseini@eau-vive.org
360	KOUETCHE Nelly	Association	62 76 69 558	Kouechallyyahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
361	KOUSSOUBE Alain	C15v/BF	70 06 37 41	cisveffarn@gmail.com
362	KOUSSOUBE B. Celestin	CONSEIL REGIONAL	70 37 84 94	bayekoussoube@yahoo.fr
363	KOUSSOUBE Youssef	UO /Pr JKZ; CPCR-Eau	70 27 03 86	youssef.koussoube@gmail.com
364	KOUSSOULEBOYO JEAN CELESTIN	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70378494	
365	KOUSSOURIE A Magloire	CISV-BF	70063745	
366	KOUTIEBOU Farida	ESUP.J	67390969	kontieboufarida@yahoo.com
367	KOUTOU Pascaline	Plan Burkina	70 31 02 04	koutoupascaline@yahoo.fr
368	KOUWONOU Georges	AJ/UEMOA	70 24 17 81	georgeskouwonou@gmail.com
369	KOUWONOU Jules	Agence de l'Eau du Liptako	70 76 82 21	
370	KURAOGO S. Prudence	Initiative Eau	78 70 81 87	pkuraogo@initiativeeau.org
371	KY Latipha	2IE	72500238	
372	LALLOGO W PATRICK L	CONSEIL REGIONAL	73386880	
373	LAMIEN BANOU	DPEA	71516678	
374	LANKOANDE Aminata	DGA	70221378	
375	LANKOANDE Fadira A	2IE	71910401	
376	LANKOUANDE Farida Alexandra	Ingenieur en EA	71910401	lfaridahalexandra@yahoo.com
377	LEGER Christophe	VERGNET	70 23 14 90	c.leger@vergnet-hydro.fr
378	LEGMA B Jean	SD2	78824146	
379	LINGANI/TOURE Sérinatou	DGAHDI	71 10 33 73/76 51 75 76	sirinatu2@yahoo.fr
380	LOADA Clarisse	AGETEER	72340034	
381	LOMPO Rebecca Ines	GERTEC	71292919	
382	LOMPO Tiamangou	GERTEC	78274242	
383	LOMPOPARI POUGUIRI	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70285914	
384	LONFO Brigitte	DGEP	71 29 69 29	blonfo@ymail.com
385	LOURA Soumana	LEFASONET	61740495	
386	LOUSSE Adeti Fabienne	CABINET	72292266	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
387	LUKOO Kitsa Clarisse	CONSULTANTE	61252321	
388	MADJOUGAN G. TAKO Raissa	Ingenieur en EA	55495958	mraissa92@yahoo.com
389	MAIGA Amadou Mouhoun	SG COMITE LOCAL DE L'EAU	70713621	
390	MALADA Elias	ETUDIANT	74430661	cliasslorymalada@gmail.com
391	MAMPUYA Mazerbo N'zinga Christian	Réseau Projection	74241419	
392	MANDE IDRISSE	MAIRE	70717017	
393	MANDIBIGA Elsa Jeanne d'Arc	Université Aube Nouvelle	62518859	
394	MARO JEAN	DRRAH CENTRE	70238895	
395	MEDA Sanyaona Yer	VERGNET BURKINA	70709783	
396	MICHARA MAHAMAD	SECRETAIRE GENERAL DE REGION	70286804	
397	MILLOGO Dibi	ABV		
398	MILLOGO Founémé	SONABEL/CNBB	70 24 93 74	founeme.millogo@gmail.com
399	MILLOGO Jonathan	Université Aube Nouvelle	72039774	
400	MINOUGOU Wilfried	Plan Burkina	70333794	wminougou64@hdmail.fr
401	MINOUNGOU Azara	Water Aid	70 28 48 37	aminougou64@hotmail.com
402	MINOUNGOU Gisèle Benjamine	Eau Vive	71 29 88 67	Gisele.minougou@eau-vive.org
403	MITIKOE Dieudonné	DGIH	75487691	mitidieudo@gmail.com
404	MOANE DANIEL	OPERATEUR ASSOCIATIF OU PRIVE	70265460	
405	MONE Seydou	ASD/BANFORA	75813009	mone_eseydou@sopouirkei@yahoo.fr
406	MOUELE T Mafouana D S	Etudiant	75010315	
407	MOUGABE Koslengar	UNICEF	67 26 01 00	mkoslengar@unicef.org
408	MOUNGOUE Djanni Herman	Ingenieur WASH	65969942	herman.moungoue@gmail.com
409	NACOULMA Alain	DGESS/MEA	60062475	
410	NACOULMA Henriette	DGRE/MEA	78212666	
411	NACOULMA R. Fawzia	ESUP JEUNESSE	71538347	
412	NACOULMA Z. Bernadette	Président AUE Centre Sud/Zoundwéogo	79 60 20 05	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
413	NACRO Bassirou	MAIRE DE BIEHA	70207275	
414	NACRO Seydou	ONG NATURAMA	78219889	
415	NAKANABO D. Tidjanie	COGEB	71804180	nakanab@cogeb.net
416	NAKOHOUN Lokou Pascal	DGRE	70 29 57 92	locoupascal@yahoo.fr
417	NANA David	DGRE	78 12 65 08	nandavidson77@gmail.com
418	NANA Désirée	Ambassade d'Allemagne	76 61 98 80	ndsire@yahoo.com
419	NANA OUEDRAOGO Ines	MAAH	71270089	ouedkines@yahoo.fr
420	NANSI Juste	IRC	75 20 20 75	nansi@ircwash.org
421	NASSOURI Saïdou	REPESANTANT DU MAIRE DE LACOMMUNE DE OUADOUGOU	70276467/783 90509	celimiry2@gmail.com
422	NATIORI Serges	CROIX ROUGE	70631249	
423	NDO Antoine	SP/GIRE	70325507	
424	NEYA Bapiyas Anpu	ONEA	70 37 65 87	
425	NGAGOUM G Aziz	FORBAT AFRIQUE	70359805	
426	NGOMA Paha Tav	Université Aube Nouvelle	75637705	
427	NGUESSIE Kengni A R		64209133	
428	Niessougou Emile	WaterAid	70 16 74 54	emilenioussougou@wateraid.org
429	NIGNAN Yongo	EAU VIVE INTERNATIONAL	70266393	
430	NIKIEMA Adama	PROTOCOLE	70476086	
431	NIKIEMA Alice	PNJ ODD	71587681	
432	NIKIEMA BOUKARE		74628130	
433	NIKIEMA Etienne	ASSOCIATION KOASSANGA	70330719	Nikiemaetienne@gmail.com
434	NIKIEMA G. Elise Marie	Ingenieur en EA	71587682	melusenil@gmail.com
435	NIKIEMA Lambert	CRS		
436	NIKIEMA Tidiane	DREA DR	70287004	
437	NISHIYANA	PROGEA2 JICA	69 89 88 29	
438	NITCHEU Martial	ADAE	75411117	niterma@yahoo.fr
439	NOBA Youssouf	PNE	70038072	
440	NOMBRE Adama	COMITE NATIONAL DES BARRAGES DU BURKINA	70244385	
441	NONGUIERMA Aloys	ALG	70272924	
442	NONGUIERMA André P.	CNEau	70 23 98 53	andrepnonguierma@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
443	N'TSOUKPOE/LOM PO Joanna Marie Delphine	DGA	76 56 68 68	joanlombo2000@ya hoo.fr
444	N'ZOMBRE Zounoubate	BAD	75605557	z.nzombie@afb.org
445	OKAZAKI Mari	JICA	55306521	
446	ONADJA B Joel	AGETEER	61350605	
447	ONADJA/ KANDO Céline	Eau vive	70 25 14 34	celine.onadja@eau- vive.org
448	ONO Takeshi	PROGEA	76 90 88 60	ono.takeshi@ehcjp. com
449	OUADBA Jean Marie	CPCR-Eau	70283962	jmouadba@yahoo.f r
450	OUAMEGA Serge	PPI	70260337	
451	OUANDAOGO / NABOLLE Ida	PEA/GIZ	70 21 61 89	ida.nabolle@giz.de
452	OUANGO A Francois	COMITE NATIONAL POUR L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE	70256961	
453	OUANGRE Landry	WATER AID	70155048	
454	OUANGRE Marie Emilie	DGRE/MEA	70019236	
455	OUARO Bertine	Direction de la Nutrition - Ministère de la Santé	70 26 01 97	bertineouaro@yaho o.fr
456	OUATTARA Bassina	DGA	71 48 65 48	bass.ouattara01@g mail.com
457	OUATTARA Chaida R. F	USUPJ	70434482	
458	OUATTARA DRISSA	COMITE LOCAL DE L'EAU	70207601	
459	OUATTARA FAMORO	MAIRE	70240036	
460	OUATTARA Karidia	2IE	75842675	
461	OUATTARA Kélémory	Personne ressource	70448341	ouattaramakan@g mail.com
462	OUATTARA Nia Sidonie Christiane	En formation EA	71000806	sidonignaszan@gm ail.com
463	OUATTARA Rokiatou	RTB-Radio	70 39 29 03	
464	OUATTARA Salif	SECRETAIRE GENERAL DE REGION	60744501	
465	OUATTARA SIAKA	MAIRE	73234824	
466	OUATTARA Yacouba	AGENCE DE L'EAU	70 76 62 40	
467	OUATTARA/KABOR E Fatoumata	SP/GIRE	70963856	fatoumkabore@yah oo.fr
468	OUATTARA/YAMEO GO Armelle	AEN	68018128	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
469	OUBDA Jean	SG/MEA	70 35 18 85	joubda2004@yahoo.fr
470	OUBIAN DERRA SEIMATA	DR	63434141	
471	OUEDAOGO T ABDOUL RASMANE	CLEZIGA AMONT EST	70041046	
472	OUEDRAOGA Danielle Miranise S.	EAU.VIVE	70715028	miraniseoued@gmail.com
473	OUEDRAOGO Adama	DAF	78297087	adamibam@yahoo.fr
474	OUEDRAOGO Bourahima	DGESS/MEA	71 26 18 28	ouebourahima19@gmail.com
475	OUEDRAOGO Charles	DIRCAB	70 75 86 66	charlesouedraogo@gmail.com
476	OUEDRAOGO Abdou Fathah	DREA-CEN	70 51 00 39	
477	OUEDRAOGO Abdou Rasgo	CITRACOM	70205516	
478	OUEDRAOGO Abdoul	ANAR	70253085	
479	OUEDRAOGO Abdoulaye	MINISTERE DE LA FEMME	70239997	abdoul.razak@yahoo.fr
480	OUEDRAOGO Abdoulaye	PDIS	70253623	abdoul.razak@yahoo.fr
481	OUEDRAOGO Abdoulaye	DGRE	70 09 02 83	sscoba28@yahoo.fr
482	OUEDRAOGO Adama	UNIVERSITE POLYTECHNIQUE DE KAYA	70276412	adamaouedrago3@yahoo.fr
483	OUEDRAOGO Albert	DCPM/MEA	79 41 91 92	albertouedraogo024@gmail.com
484	OUEDRAOGO Amidou	DCMEF/MEA		
485	OUEDRAOGO B Basole	AMBF	78898865	
486	OUEDRAOGO B. Augustin C.	2IE	70537359	
487	OUEDRAOGO B. Thierry	DGIH	70759682	
488	OUEDRAOGO Bernadette	GRADE-FRB	70524988	
489	OUEDRAOGO Beyouguin Augustin Clément	Ingenieur en EA	70537359	ouedraugustin193@gmail.com
490	OUEDRAOGO Bibiane	DGRE		
491	OUEDRAOGO Bouraima	DG/TEMPOR	70207390	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
492	OUEDRAOGO BOUREIMA	SERVICE TECHNIQUE REGIONAL	70770068	
493	OUEDRAOGO Caroline	ONF-BF	70230566	
494	OUEDRAOGO Cédric	ESUP JEUNESSE	72999607	ouedraogocedric35@gmail.com
495	OUEDRAOGO Chantal	U-AUBEN (ISIG)	79 00 46 75	
496	OUEDRAOGO Christelle	SOGEA SATOM	63852883	
497	OUEDRAOGO Daniel	SIMAD	70851990	ouedraogodaouda@gmail.com
498	OUEDRAOGO Daouda	DREA CHEF SESS	78277611	
499	OUEDRAOGO Delphine B	ASDI	70240507	
500	OUEDRAOGO Djamilatou	DREA-CEN	76 70 75 00	djamouel@yahoo.fr
501	OUEDRAOGO Djémilatou	JEUNESSE	70583584	djमितintin@outlook.fr
502	OUEDRAOGO Edouard	CRS	67 05 57 40	edouard.ouedraogo@crs.org
503	OUEDRAOGO Ezéchiél	SD2	71684033	
504	OUEDRAOGO Fabiola L	ESUP JEUNESSE	73550064	
505	OUEDRAOGO Firmin W.	SP/GIRE	76 19 38 23	firminouederw@gmail.com
506	OUEDRAOGO Francois Xavier	ONEA	70606472	
507	OUEDRAOGO Gwladys	DGA	78855709	gwladysawadogo@yahoo.fr
508	OUEDRAOGO Ibrahim	LABORATOIRE AINA	78785335	ibraexpo@yahoo.fr
509	OUEDRAOGO Idrissa	DGESS/MAAH	76943516	Idrissaoued5@gmail.com
510	OUEDRAOGO Idrissa	DREA CES (SAEP)	62384139	
511	OUEDRAOGO Ismaël	ESUP/J	70 30 81 30	isma_oued@yahoo.fr
512	OUEDRAOGO ISSAKA	DREA-CNR	70295211	
513	OUEDRAOGO ISSAKA	DREA-EST	70459701	
514	OUEDRAOGO Jean Paul	UNICEF	71991271	
515	OUEDRAOGO Jean Paul	Africa 24		

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
516	OUEDRAOGO Joséphine	DGEP/MEA	70726231	borojoseine@yahoo.fr
517	OUEDRAOGO K. JEREMIE	SECRETAIRE GENERAL DE REGION	60744425	audreybarquet@gmail.com
518	OUEDRAOGO Kader	ONG LVIA	70095361	
519	OUEDRAOGO Léon	WaterAid	78 18 65 01	leonouedraogo@wateraid.org
520	OUEDRAOGO M. Gwladys	DGA/ MEA	78 85 57 09	gwladysavadogo@yahoo.fr
521	OUEDRAOGO Madi	ITS-MEA	70171657	madi.draogo@yahoo.fr
522	OUEDRAOGO Madina L N	ESUP JEUNESSE	70677678	ouedina@yahoo.fr
523	OUEDRAOGO Mahamadi	DGRE/MEA	72338025	
524	OUEDRAOGO MAHAMOUDOU	AUE	76016135	
525	OUEDRAOGO Maleldi	SPONG	70289227	
526	OUEDRAOGO Mariatou	DCPM	72 58 25 05	Mariatou_oued@yahoo.fr
527	OUEDRAOGO N. François	Personne Ressource	70 28 04 02	ouedfan@yahoo.fr
528	OUEDRAOGO Nonglo Poogo Fabiola Latifatou		73550064	ouedraogofabiola24@gmail.com
529	OUEDRAOGO Nouhoun	U-AUBEN	75892289	ouenou5002@gmail.com
530	OUEDRAOGO Osée	ENEF/MEEVCE	70 73 29 08	wendsomosée@yahoo.fr
531	OUEDRAOGO Ouindyida Anais Mireille	ESUP.J	61579048	ouedraogoana@gmail.com
532	OUEDRAOGO Ousmane	DGESS/MEA	70 15 50 57	ouedousme@yahoo.fr
533	OUEDRAOGO P. Marc	IDE	70242981	
534	OUEDRAOGO Pascal	AMUS SOUROU	78270468	
535	OUEDRAOGO R Hamado	MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	70700570	
536	OUEDRAOGO R. Quenty	UO-SEA	71604569	quentrel_oued@yahoo.fr
537	OUEDRAOGO radiateur	Song	76 64 9742	Spong.ouaga@gmail.com
538	OUEDRAOGO Ramata	IGEDD	70 68 77 27	ouedraogoramata07@gmail.com

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
539	OUEDRAOGO Roch	Water Aid	70 74 09 75	rochouedraogo@wateraid.org
540	OUEDRAOGO Rosine	DGESS/MEA	79 20 22 18	
541	OUEDRAOGO Roukiattou	SPONG	76 64 97 42	roukiattou@gmail.com
542	OUEDRAOGO S Guy	MEEVCC	72284467	
543	OUEDRAOGO Sandrine	GROUPE ZENIT	70996972	wevesandrine@gmail.com
544	OUEDRAOGO T. Albert	Conseil d'Etat	70944504	
545	OUEDRAOGO Thierry	DGIH	70 75 96 82	thierry.ouedraogo@hotmail.fr
546	OUEDRAOGO Tidiani	CONSULTANT	70257712	otidiani@hotmail.com
547	OUEDRAOGO Wendpanga Yann Elcana	EAU VIVE	70705170	elcanaouedraogo@gmail.com
548	OUEDRAOGO Wendsom Osée	ECOLE NATIONALE DES EAUX ET FORET	70732908	wendsomosée@yahoo.fr
549	OUEDRAOGO Yacouba	DGIH	70475165	ouedya71@gmail.com
550	OUEDRAOGO Yannick	AGETEER	71976287	
551	OUEDRAOGO Z. Chantal	Cabinet d'Avocat	79004675	
552	OUEDRAOGO Zakaria	ITS	70 27 06 69	
553	OUEDRAOGO Zalissa	CELLULE GENRE MEA	70289294	
554	OUEDRAOGO/SOM TORE Mariam	SG/MEA		
555	OUEDRAOGO/TAPS OBA CHRISTINE	DREA/DR	70402306	
556	OUEDRAOGO/YAM EGO CLARISSE EMMA	DREA-CNR (DR)	70731283	
557	OUEDRAOGOMATH IEU	DP	70019482	
558	OUEDROAOG Adama	AC3E	70216072	
559	OUEDROAOGO FRANCOIS	Personne ressource	70290402	
560	OUEDROAOGO Sakaria	BADIEL FOUNDATION	62814601	
561	OUEANA Rachyde	PNE	70010887	rachy@yahoo.fr
562	OUIBGA Daouda	SP/GIRE	78 47 66 59	Ouibga1@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
563	OUIBIGA Joachim	SP/CPSA	70795400	
564	OUIBIGA Harouna	JICA	70236231	
565	OUIBIGA Yamba Harouna	GIZ	70 21 62 31	yamba.ouibiga@giz .de
566	OUOBA Victorine	ANAR	70271582	
567	OUSMANE Abdramane	ARBF	76695949	
568	OUTTARA Christiane	AJDD	71000806	
569	OVILI Ines	Plan Burkina		
570	PAFADNAM ABDOULAYE	MAIRE DE LA COMMUE DE BARDALOGO	78319151	
571	PAGBELGUEM Luc	BF1	70720660	
572	PALENFO Fousseni	DGA	70 17 34 63	fpalenfo@yahoo.fr
573	PALM/ZOWELENGR E Emma	SG/MEA	70 00 37 04	zowemmy@yahoo.f r
574	PARE Aboubacar Sidiki	ESUP.J	70323040	aboubacarsidikilepa re@gmail.com
575	PARE Benjamine	IRC	67 10 20 32	benjaminebolmanp @gmail.com
576	PARE Kibissi	DGAHDI/MAAH	70225274	kibissipare@yahoo. fr
577	PEIFFER Charlotte	Eau Vive	66 40 18 06	charlotte.peiffer@e au-vive.org
578	PESSAM Netor	COSMOS MEDIAS	74525218	peessam.info@gmail .com
579	PODA Nanwine Faith	INERA	66906626	manwinefaon@gma il.com
580	PODA Nanwire-Faon	ESUP.J	66906626	naowirefaon@yaho o.fr
581	PORGO Salomon		5643434	
582	POST HENK	DWA	77 54 69 69	henkpost@welodelt a
583	POUYA Célestin	WaterAid	70 24 02 88	
584	RAMELOARISON Misum	KFW	60961366	
585	ROAMBA JOEL	DREA-EST	71410558	jlurette33@gmail.c om
586	ROAMBA R. Josué	ODE	70 75 56 44	
587	ROUAMBA Aïda Adjara	Plan Burkina	71025484	
588	ROUAMBA Jean Innocent	DGRE/MEA	70441630	
589	ROUAMBA Mahamoudou	DGRE/MEA	76918293	
590	ROUAMBA Worokya	Député	70317414	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
591	SAKANDE Ramata	DRH/MAAH	70567406	
592	SAKOUNDE Reine Benao	Député		
593	SAMANDOULOUGO U HYACINTHE	DP KOSSI	70063496	pmddoulkoum@gmail.com
594	SAMOURA Alassane	Musée de l'Eau	70 23 98 37	musee_eau@yahoo.fr
595	SAMPANA BONKOUNGOU Alice	WATER AID	73817169	
596	SANA Mohamed	CEDRES	75232281	layebibe@gmail.com
597	SANA Moussa	MS		
598	SANA P. O. S. Laéticia	SD2	78888494	sanaoumils@yahoo.fr
599	SANA Seydou	PHA/BID UEMOA	70230499	
600	SANA/BORO Aicha	SP/GIRE	70768035	sanaboroa@gmail.com
601	SANDWIDI Hortense	Gauff Ingenierie	70 14 03 99	hortensew2002@yahoo.fr
602	SANDWIDI Jean-françois	ONEA	70 14 90 83	jfrancois.sandwidi@oneabf.com
603	SANDWIDI M Marcelle	ESUP JEUNESSE	71391290	mariemarcellesandwidi@gmail.com
604	SANE AMADOU	AMBASSADE DU SENEGAL	60330470	
605	SANFO Halidou	AN		sanfohalidou@yahoo.fr
606	SANGO Abdoul Karim	ENAM	70 74 59 70	sangocep@gmail.com
607	SANKARA Anatole	AVYK	78305085	
608	SANKARA Razak	CDS	71 22 85 06	
609	SANKARA Simon	SG/MAE		sankysimon@yahoo.fr
610	SANOU / BICABA Juliette	ONEA / DASS	61 00 77 12	bicabajuliette@yahoo.fr
611	SANOU ABOUBACAR	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70315551	kamlaurentine48@yahoo.com
612	SANOU Alberic Landry		74854483	albericsanou@gmail.com
613	Sanou Dalia Oumeyma	En formation EA (master1)	72583416	sanoudaliaoumeyma@yahoo.com
614	SANOU JEAN	ASSOCIATION DES USAGERS DE L'EAU	70804804	
615	SANOU Madina	Université Aube Nouvelle	71035345	
616	SANOU Nouhoun	ATCOWI	70307181	
617	SANOU Roger D.	DGRE	70 24 35 79	djoroger@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
618	SANOOU Rosélyne	RTB	70102955	
619	SANOOU Seydou	DREA-CEN	75 27 64 59	Sanouseydou29@yahoo.fr
620	SANOOU Tontama	ONEA/ DASS	70 20 41 55	tonsanou1@yahoo.fr
621	SANOOU Yacine	Eau Vive	76 42 88 62	yacine.sanou@eau-vive.org
622	SANOOUSSI Razaki	ABV	67393313	sanoussi.raz@gmail.com
623	SANWIDI Emmanuel	DGRE/MEA	73249697	
624	SANWIDI R. M Hortense	Gauff Ingenieure	70140399	hortensew2002@yahoo.fr
625	SAOURA Lowa	Le Faso.net	61 74 04 95	
626	SAOUTO Aley	DGIH	76 05 21 26	saouley@yahoo.fr
627	SARAMBE Peace	Fondation BARKA	70 73 77 74	peace@barkafondation.org
628	SAVADODOGO Karim	CEFARE CONSULTANT	70391840	
629	SAVADOGO Amidou	DGAHDI/MAAH	70729080	s_amidou@yahoo.fr
630	SAVADOGO Boukari	DGB/MATDS	70616631	sawgeneral015@gmail.com
631	SAVADOGO KANZIE CELINE	DREA DR	70099970	yidiakan@yahoo.fr
632	Savadogo Saidou	WaterAid	71 02 28 95	saidousavadogo@wateraid.org
633	SAVADOGO Youssouffou	VOIKZ	75 94 36 25	Savayouss@yahoo.fr
634	SAW Paul	Cosmos Média	78 89 84 92	
635	SAWADOGA Madinah	En formation EA	70581640	madinahsawadogo@yahoo.com
636	SAWADOGO Mahama	DGA	70 75 75 07	sawamahama@yahoo.fr
637	SAWADOGO Sayouba	SGR	70146131	
638	SAWADOGO W. Gédéon	LE QUOTIDIEN	78194420	
639	SAWADOGO Abdoulaye	RTB-Télé		
640	SAWADOGO ADAMA	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70282065	
641	SAWADOGO ALAIN N	Personne ressource	70264316	
642	SAWADOGO AMADE	MAIRE ARRONDISSEMENT 9	72857244	
643	SAWADOGO Ben Gaston	TOVA	64656111	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
644	SAWADOGO Bibata	DGUVT/MI	70093737	caillydia8@yahoo.fr
645	SAWADOGO Boukari	DGCT/MATD	70 61 66 31	Sawgeneral015@gmail.com
646	SAWADOGO DONDASSE ALIZETA	SGR	60744439	adsawadogo@gmail.com
647	SAWADOGO Gédéon	Le Quotidien	78 19 44 20	
648	SAWADOGO Hilaire	EMERGENCE INGENIERIE	70689873	hilsaw2013@lioco.fr
649	SAWADOGO Ilias	EAU VIVE	70325795	iliassawadogo@eauvive.com
650	SAWADOGO Justine	Etudiant	76346644	sawustine@gmail.com
651	SAWADOGO Khadijette	CFAO Motors	57959600	
652	SAWADOGO Madinah	UO/IGEDD	70581640	
653	SAWADOGO MADY	DREA	71309704	
654	SAWADOGO Mahamadi	COMITE LOCAL REGIONAL	70151776	
655	SAWADOGO Mohamed	ACF	78606850	
656	SAWADOGO Nongba	DAF/MEA		
657	SAWADOGO O JONAS	MAIRE ARRONDISSEMENT 8	71226845	
658	SAWADOGO Olivier	IUCN National	70717121	olizsawdogo@yahoo.fr
659	SAWADOGO P A Yasmina	ESUP JEUNESSE	70097766	yassisawadogo@gmail.com
660	SAWADOGO Rebecca	2IE	73499098	rebecca.sawadogo13@gmail.com
661	SAWADOGO Saidou	WATER-AID	71 02 28 95	
662	SAWADOGO Sayde	DCPM	72 56 69 45	Papdj33@yahoo.fr
663	SAWADOGO Simone	AEN	78489697	
664	SAWADOGO Tasseré	Projet DOUNA	70 24 56 35	Tassseresawadogo@yahoo.fr
665	SAWADOGO Victorien	DGACC	70782736	sawadogo.victorien@gmail.com
666	Sawadogo Vincent	SGR	60744494	
667	SAWADOGO YACOUBA	COMITE DE CONTRÔLE	70955526	
668	SAWADOGO Yemba Mahama	DGA	70 75 75 07	sawamahama@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
669	SAWADOGO Yves Romual	UO/IGEDD	71748205	sawivesromu@yahoo.com
670	SAWADOGO ZACSOABA	PRESIDENT DE L'AUE DE DOULOU	61912066	
671	SEDGO Roukiatou	RTB-Radio		
672	SEDUEDA R. Aristide Landry	Ingenieur GME CETEC	71306275	arilandrysegueda3@gmail.com
673	SEGDA KOUDOUGOU ACHILLE	DGIH	70270965	
674	SEMDE Abdoulaye	AKVO	76613560	
675	SEOGO Ahoua	INERA	78870544	
676	SERE Mahamadou	DGESS / MEA	62 15 08 23	mahamadou.sere45@gmail.com
677	SERME Fayçal	DGRE		
678	SHUSINE SOME Dagba	GIZ	62027117	dagba.some@giz.die
679	SIDIBE LENTI Judith	REGIS-ER	72267189	
680	SIEBA Fatimata Armande	CABINET	71303655	siefatimata@yahoo.fr
681	SILGA Maxime	DGEP/MINEFID	76433574	
682	SIMBORO Aly	Farafina Eco-E	70 25 72 58	simboro05@hotmail.com
683	SIMBORO Amal	2iE	73 15 98 64	amal.simboro@gmail.com
684	SIMBORO Kadija	Farafina-Eco E	71 61 91 42	simboro.kadija@gmail.com
685	SIMPORE David	PRONG-BF	70 16 11 93	david.simpore@apong.org
686	SINARE Laurent	Helvetas	70247723	laurent.sinare@helvetas.org
687	SINARE Yapi	FAO	70183749	yapi.sinare@fao.org
688	SINGBEOGO Franck Auguste	IGEDD	71222438	singbeogoauguste@gmail.com
689	SIRI Baperman	DGSP/M SANTE	70728001	siribf@yahoo.fr
690	SIRI M. Mariama	SPONG	70351853	sirimariamj@yahoo.fr
691	SLOVEN Mouelet	ESUP-Jeunesse	75 01 03 15	
692	SODERE P Victor A	PAPSA MAAH	70094297	sopouirkei@yahoo.fr
693	SODRE Fatimata	DGRE		
694	SOMBIE Ardjouma	MINISTERE DE L'ENERGIE	76703071	sombreadjouma@gmail.com
695	SOMDA Alphonse	Commune Diébougou	72 86 66 14	alphonesesomda@yahoo.fr

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
696	SOMDA F. Maria Goretti	DGEP/MEA	70036053	somfasaon@yahoo. fr
697	SOMDA Maxime	UICN/PACO	70254812	maxime.somda@iu cn.org
698	SOMDA Romaric V. H.	DGEP	78 54 73 24	romaric.somda@ya hoo.fr
699	SOME Benito Urbain	RTB-Télé	70 26 59 49	
700	SOME K WILFRIED	COMMUNE OUAGA	70593007	wilfriedson@yahoo. fr
701	SOME KONE Dénie	ERT	70200065	sokode2009@yaho o.fr
702	SOME Maxime	DGRE/DEIE	70601970	
703	SOME N. Bernard	REPHA	71312505	
704	SOME Z SEVERIN	SGR	60744488	
705	SON FOUSSENI	CLE/HAUTE COMOE	70299814	
706	SONGNE Adama	ONEA	72 94 60 21	adamasongne@ya hoo.fr
707	SONGRE Honoré FSF	CSF	71329502	
708	SONI FOUSSENI	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70289814	
709	SORE ABLAYE		70633700	
710	SORE Y Tasséré	PROGEA	78891237	tassere.sore1@yah oo.fr
711	SORI Alassoun	SG/MEA	70 24 70 24	alasori@yahoo.fr
712	SOSSOU Seyram	2IE		seyram.sossou@2i e-edu.org
713	SOU S. L. Smith	Etudiant	71258755	samboulloudsmiths ac@gmail.com
714	SOULGA IBRAHIM	PRESIDENT DUCOMITE DE JUMELAG	70684437	soulgaibrahima@ya hoo.fr
715	SOUPOUGDOU T. ROMUALD	DREA/DR	70880626	reseau.actea@gma il.com
716	SOURA Djélika	Plan Burkina	70 57 40 15	djelikasoura@gmail .com
717	SOURABIE Oussemane	DGA	71 29 30 09	
718	SPALTHOFF Daniel	UNICEF		dspalthoff@unicef.o rg
719	TAGNAN/OUEDRAO GO Gèneviève	DGRE		
720	TALATA Ramata	DGRE/MEA	72239566	
721	TALL Omar Kado	AGENCE DE L'EAU DU Mouhoun	60 98 44 26	tall.omar@eaugour ma
722	TAMBOURA Hamidou	CNRST	70 10 48 38	Hamidou.tamboura 8910@gmail.com

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
723	TAMBOURA Oumarou	RTB-Télé	61 30 45 06	
724	TAMBOURA Sadou Issa	MAIRE	76011474	
725	TAMPAGA G.M. Romaric	Bagrepole	70 88 42 46	tarpagamagloire@y ahoo.fr
726	TANKOANO Jean- Marie Bendjoa	DGESS	70 39 63 01	tankjm@yahoo.fr
727	TAO Idrissa	REGIS-ER	70134536	
728	TAPSOBA Abdoul Malick	ANPTIC	70 15 46 70	malick.tapsoba@g mail.com
729	TAPSOBA Fayçal Hamza	ESUP JEUNESSE	72480537	faycaletapsoba@g mail.com
730	TAPSOBA Adama	DGEP/MEA	70382116	
731	TAPSOBA Alexandre	REPHA	70232001	siguiam@fasonet.bf
732	TAPSOBA Diane W.	DGEP	70 39 12 76	wendgoudi@yahoo. fr
733	TAPSOBA François Xavier	DGPM	78055744	Tapsobaf.xavier66 @yahoo.fr
734	TAPSOBA Issa	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA RECHERCHE	70265536	
735	TAPSOBA Sandrine	GIZ	70216230	sandrine.tapsoba@ giz.de
736	TAPSOBA Sidi Abasse	GIZ	70215597	siditapsoba@giz.fr
737	TARPAGA G M Romaric	BAGRE POLE	70884246	tarpagamagloire@y ahoo.fr
738	TASSEMBEDO Benjamen	MS		
739	TASSEMBEDO Yvette	Baobab Antenna	70 31 82 32	yvetty@yahoo.fr
740	TCHOUNGA N Jerry Noël	CONSULTANT	62257850	
741	THIOMBIANO Cecile	AGETEER	71944297	
742	THIOMBIANO L. Jérôme	Consultant Indépendant	70 75 37 72	thiombianojerome @yahoo.fr
743	THIOMBIANO Madeleine	DGESS/MEEVCC	72810776	
744	THIOMBIANO Nazaire	DG-COOP	78838388	thiombiano_nazaire @yahoo.fr
745	THIOMBIANO Y Aime	MEEVCC	70964687	
746	THOMBIANO Adjima	CNBB	70 26 35 82	adjthiombiano@yah oo.fr
747	TIANO Carine	ESUP JEUNESSE	77945033	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
748	TIBIRY/ KABORE Pélagie	DGRE	70 08 39 72	kaborewpelagiebetille@gmail.com
749	TIEMTORE LAURENT DAVID	Personne ressource	63934340	
750	TIEMTORE Sylvestre	Coalition Faseau	70 28 78 46	bilsy73@gmail.com
751	TIENDREBEOGO Julienne	DREA DR	71303650	tiendrejulienne@gmail.com
752	TIENDREBEOGO MARCEL	COMITE LOCAL DE L'EAU	78093931	
753	TIGASSE Doréthee s/c TIGASSE Abel	Personne ressource	77 70 70 70	dorethe@srgea.com
754	TISTOT Robin	SOGEA SATOM	70203376	
755	TIZAMBO W. CYPRIEN	DR	70655529	cyprien.tizambo@eau.gov.bf
756	TOE Armel L. Zakaria	ESUP JEUNESSE	61024384	
757	TOE SOW RUTH	DREA DR	70038991	ruthtoes@gmail.com
758	TOU Zoumana	BN-CRA	70145209	touzoumana@yahoo.fr
759	TRAORE Abdelaziz	DPEA/BOUGOURIBA	70098755	abaztrore@gmail.com
760	TRAORE / DEME Aïssa	RESPONSABLE A L'INFORMATION DU CLE DE NAZIONO AMONT	71502021	
761	TRAORÉ Aboubakar	DSI/MEA		
762	TRAORE Ahmad	HYDRASS BURKINA	70256395	
763	TRAORE Amidou	SP/GIRE	70894819	
764	TRAORE André	DGESS ENVIRONNEMENT	70 25 78 52	
765	TRAORE Assita	ONEA	70277120	sitrafrfr@yahoo.fr
766	TRAORE BABAKARY	SGR	60744434	
767	TRAORE Clarisse	CT-MEA	70 28 82 63	zcanago@yahoo.fr
768	TRAORE D. Bintou Nafony	AUBE NOUVELLE	70578114	nafony2@yahoo.fr
769	TRAORE Djénéba	UNIBETON	76592013	
770	TRAORE Fanta	2IE	7231486	
771	TRAORE Farid	COMITE NATIONAL POUR L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE	76201520	
772	TRAORE Foe Andre Jb	DGESS/MEEVCC	70257852	
773	TRAORE Hamidou	L'Evénement	72 27 02 27	
774	TRAORE Issouf	Centre de Recherche en Santé de Nouna (CRSN)	70 70 74 96	t_issouf2000@yahoo.fr
775	TRAORE Jeanne	VA/CIEFFA	70232056	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
776	TRAORE M Aziz	Musée de l'EAU	71596479	
777	TRAORE Marina	Radio Oméga	60 42 94 52	
778	TRAORE Moussa	Africa 24	70 47 19 22	
779	TRAORE Nignan Ismael	SP/PNDES	70438232	mydos2001@yahoo.fr
780	TRAORE Ouou Denise	DGRE	70 00 08 50	gnineouo@gmail.com
781	TRAORE Ousmane	LNSP	70379483	us_traore@yahoo.fr
782	TRAORE Serge Modeste D.	DGRE	70 23 95 74	smdtra1980@gmail.com
783	TRAORE Seydou	Chef de file des PTF/BM	65 04 08 00	straore4@worldbank.org
784	TRAORE Yacouba	BERA	70250802	yacoustraore@gmail.com
785	TRAORE Youssef	WAT FM	70 85 88 33	
786	TRAORE/SIRIMA Aminata	DGA	70 27 02 83	siriama_ami@yahoo.fr
787	VALERY Bruno	HYDROCONSEIL	77224076	
788	VOHO Gaël Sidane	Réseau projection	75 05 02 26	vohogael90@gmail.com
789	WETTA Claude	CEDRES	76045770	cwetta@renloc.com
790	WOBA/YANOOGO Liliane Nadège	DGEP	70 39 11 22	yanogonnadege@gmail.com
791	WOZUAME Kossi	UNICEF	70092624	kwozwame@unicef.org
792	YAGMA/ OUEDRAOGO Si Léa	Eau vive	70 14 79 56	lea.ouedraogo@eau-vive.org
793	YAMBATEBA Daël	SOGEA SATOM	63831239	
794	YAMEOGO K. Emmanuel	DAF/MEA	70 06 26 77	yakoema@yahoo.fr
795	YAMEOGO Koffi Michael	PNE	55121265	mickaelyle@yahoo.fr
796	YAMEOGO Leïla Fabiola W	ESUP JEUNESSE	60032916/661 48877	
797	YAMEOGO Madeleine	EAU VIVE INTERNATIONAL	70252093	
798	YAMEOGO Michel	PMJE	65 12 12 65	
799	YAMEOGO OUEDRAOGO Clarisse	PDDC GIZ		
800	YAMEOGO P. Etienne	UO1	62489491	etienneyameogo90@yahoo.fr
801	YAMEOGO Ruth	CABINET	70462046	
802	YAMEOGO Suzanne	UNIVERSITE DE OUAGA 1	70269350	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
803	YAMOSSOU Gustave	OXFAM	76400417	
804	YANOGO Ibrahim	AGETEER	70498349	
805	YAO Issa	IGIP AFRIQUE	76608982	
806	YAO Khaled	CONSULTANT	70270171	klaledyao@GMAIL.COM
807	YAOGO Bianca Arlette wr	GERTEC	71000212	
808	YARBANGA A Kader	MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	71262660	yarbanga261093@gmail.com
809	YASSINE Ibrahim Hamidou	ESUP.J	74301615	ibrahimamidouyassine@gmail.com
810	YAYA BOCOUM Ousmane	WaterAid	70 12 86 92	ousmaneyabocoum@wateraid.org
811	YE Dofihouyan	DGEP	70 26 53 58	yedofi@gmail.com
812	YERBANGA MODESTE	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70249949	
813	YERBANGA T JOACHIM	ARRONDISSEMENT 12	70192283	vistay-2003@yahoo.fr
814	YIRA Yacoura	WASCAL	70132869	
815	YO HAMED ARTHUR		73006988	sherita.guiro.3@gmail.com
816	YOFE Jean-Marc	EAA	76 57 12 31	jeanmarcyofe@ws-africa.org
817	YOFE/TIROGO Justine	DGRE	71 26 05 10	justine.tirogo@yahoo.fr
818	ZABRE MOUSSA	PRESIDENT CLE MOUHOUN	70706163	zabremoussa65@gmail.com
819	ZAGRE Amidou	DIRCAB/MEA	70 28 34 41	amidouzagre@yahoo.fr
820	ZAMPALIGRE Mariame	ONEA	61007538	zampmaria@yahoo.fr
821	ZAN Sima Maurice	DGRE/MEA	70272762	
822	ZANGA Samiratou	AEN	71222014	
823	ZANGRE Adolphe	PADI	70260381	
824	ZANZE Célestin	ONEA	70 60 77 36	czanze@yahoo.fr
825	ZARE Samuel	CEPAPE	70408417	
826	ZEBA ABDOULAYE	SGR/PRESIDENTDU COMITE REGION	70281419	abdoulayezeba1@gmail.com
827	ZEMBA P. Evariste	DMP/MEA	70264815	
828	ZEMBA Y Fulbert	RADIO JEUNESSE	78571660	zembafulbert@yahoo.fr
829	ZEMO AMIDOU	SECRETAIRE GENERAL CLE	76473109	
830	ZERBO Adama	AEN	70961921	

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
831	ZERBO EDOUARD	MAIRE	70265727	moyengavera@gmail.com
832	ZIDA BILA RENE	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70232814	
833	ZIDA E Liliane	2IE	73968951	edithleliane3@gmail.com
834	ZIDA EDMON	PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL	70253978	edmondzida200@yahoo.fr
835	ZIDA O Dieudonne	MENA	78121991	
836	ZIDA/ROUAMBA S Sandrine	SCI/VIM	70860354	
837	ZOANGA Boukari	RTB-Radio	71 41 66 40	
838	ZOMA Isabelle Eulodie	DGIH	70 16 44 86	Eulod.2000@gmail.com
839	ZOMBRE Adama	DGEP/MEA	70815813	adamazombre@gmail.com
840	ZOMBRE Brigitte	SG/MEA		
841	ZOMBRE Landry	CDS	73 71 88 87	
842	ZONGO Beb-Zinda Gérald Wilfried Arnaud	Consultant	70 75 09 34	wilfried.zongo@gmail.com
843	ZONGO Abel	SONATER	70284298	abel_zongo@yahoo.fr
844	ZONGO André	DAF/MEA	78 27 71 60	andyzongo@yahoo.fr
845	ZONGO B Fabrice	MINISTRE DE L'URBANISME	70610572	
846	ZONGO Bilassé	Université Nazi Boni de Bobo		azongo@hotmail.fr
847	ZONGO Evariste	ANTENNA - Baobab	70 23 96 48	ezongo@antenna.ch
848	ZONGO Frédéric	UO / JKZ	70 54 02 78	gulb.zongo@yahoo.fr
849	ZONGO Gérard	DGRE/DEIE	76 57 57 96	zongo.gerard@gmail.com
850	ZONGO JEAN BAPTISTE	AEL	71146067	zongojb1980@yahoo.fr
851	ZONGO Moussa	Université Aube Nouvelle	71515001	zongomoussa998@gmail.com
852	ZONGO Souleymane	DAF/MEA	70 06 55 86	szongo63@yahoo.com
853	ZONGO Victorine	Savane FM	71 65 48 23	
854	ZORMA P Esther	ESUP JEUNESSE	70076288	germaesther@gmail.com
855	ZOUGOURI Aboubakar	AMBASSADE DU DANEMARK	70214343	
856	ZOUNDI/FIGEA Hélène	GIZ	70 21 01 37	helene.figea@giz.de

N°	NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE	ADRESSE E MAIL
857	ZOUNGRANA Bintou	DGESS/MRAH	70964060	zb.khiera@yahoo.fr
858	ZOUNGRANA C. Kherky-Seshete	Université Aube Nouvelle	73645812	zoungranachances@gmail.com
859	ZOUNGRANA Denis	ABEA	70261082	
860	ZOUNGRANA Jacqueline	ITS-MEA	70224328	zoungjac@yahoo.fr
861	ZOUNGRANA Marius Parfait	AUBE NOUVELLE	71298370	iwillshine@gmail.com
862	ZOUNGRANA Youssef	Université Aube Nouvelle	67538315	
863	ZOURE Harouna	DGA	70 75 20 89	h_zoure@yahoo.fr
864	ZOURE Leila R Sandrine	PRONG BF	70696037	

Annexe 3 : Discours

Annexe 3.1 Discours prononcés à la cérémonie d'ouverture du forum

Annexe 3.1.1 Mot de bienvenue du Maire de la commune de Ouagadougou

J'exprime toute ma gratitude pour le choix porté sur ma ville pour abriter pour la 3^{ème} fois, le Forum National de l'Eau et de l'Assainissement. Qu'il me soit permis de vous souhaiter la bienvenue et un agréable séjour.

L'accès à l'eau est un sérieux défi pour nos communes qui sont très souvent confrontées à des pénuries d'eau pour la consommation humaine auxquelles s'ajoutent les besoins de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie.

La tenue de ce forum se justifie aisément au regard de l'intérêt de la problématique. Ainsi, il me plait d'adresser mes remerciements à Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement et à l'ensemble des partenaires pour cette belle initiative.

Mesdames et Messieurs

Distingués invités

Si nous reconnaissons les efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires pour réduire la pénibilité de l'accès des populations à l'eau, nous devons aussi rappeler que les besoins restent immenses.

Mais l'avenir en termes desserte en eau potable nous semble prometteur.

Tout en saluant l'achèvement du projet Ziga II qui a permis de disponibiliser près de 344 000 m³ d'eau par jour contre 164 000 m³ auparavant, nous sommes confiants que d'ici à la fin 2018, l'extension du réseau de distribution de 700 km, la construction de 2 châteaux d'eau et de 2 bâches, permettront de couvrir les quartier non encore desservis par le réseau ONEA.

Seront aussi réalisé d'ici fin 2018, 52 200 branchements privés et 160 bornes fontaines pour un accès à l'eau potable de 457 600 personnes supplémentaires à Ouagadougou.

Mesdames et messieurs

Distingués invités

Un autre problème dont souffre ma ville, est celui de l'assainissement. Avec l'accompagnement de la Banque Africaine de Développement à hauteur de 28 milliards de francs CFA, nous avons initié un projet d'assainissement de la ville de Ouagadougou qui permettra de réaliser et réhabiliter des ouvrages d'assainissement.

Distingués invités

Mesdames et messieurs

Avant de clore mon propos, je voudrais remercier une fois de plus les Partenaires Techniques et Financiers qui ont toujours été à nos côtés dans la quête permanente d'un meilleur accès de nos populations à l'eau et à l'assainissement.

Au nom de la population de Ouagadougou, je vous réitère le vœu d'un agréable séjour dans la capitale burkinabè.

Annexe 3.1.2 Allocution de Monsieur le Chef de Coopération de l'Union européenne, Chef de file suppléant des Partenaires Techniques

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement,

Honorables invités en vos titres, rangs et grades respectifs,

Mesdames et Messieurs,

C'est en ma qualité de chef de file suppléant des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) du Cadre Sectoriel de Dialogue de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement, en remplacement de M. Cheick Fantamady de la Banque Mondiale que je m'exprime. Aussi, en leur nom, je voudrais féliciter le Gouvernement pour l'initiative prise au niveau pays pour l'organisation de cette grande rencontre en perspective du sommet mondial de l'eau qui se tiendra en Mars 2018 à Brasilia au Brésil.

Ce cadre d'échanges constitue une tribune démocratique de participation et d'expression des citoyens et acteurs issus de différents secteurs. Il permettra, j'en suis sûr, d'engager les réflexions stratégiques constructives et d'aboutir à des solutions consensuelles pour les grands enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso.

Disposant de peu de ressources naturelles et d'un environnement qui se dégrade au fil du temps, le Burkina Faso fait face à de nombreux défis qui freinent son développement socio-économique.

Face à cette situation, le Gouvernement a fait de la maîtrise de l'eau et de sa gestion, ainsi que de l'assainissement, un axe capital des stratégies de développement économique et social depuis plus de quatre décennies. Il s'agit d'améliorer la santé des populations, d'accroître leur résilience face aux sécheresses récurrentes de favoriser le développement des secteurs de l'économie utilisant l'eau.

La mise en œuvre de ces stratégies ont permis des avancées significatives en matière d'accès aux services d'eau et d'assainissement et d'amélioration du cadre de gestion du secteur.

En effet, on peut relever plus spécifiquement les acquis suivants :

En matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) : la mise en place et le fonctionnement effectif des Structures de gestion, de concertation et de participation, les 5 Agences de l'Eau, le Comité Technique de l' Eau, le Conseil National de l' Eau, l'adoption et l'application partielle de la loi instituant la taxe parafiscale dénommée Contribution Financière en matière d'Eau (CFE) et l'opérationnalisation progressive de la police de l'eau dans les treize régions du Burkina ;

En matière de gestion des eaux transfrontalières, on note l'émergence d'une dynamique sous régionale à travers la création d'organismes de bassins sous régionaux (ABV, ABN) et la signature d'accords bilatéraux entre le Burkina et deux pays voisins (avec le Ghana en 2005 et le Mali en 2013) ;

En matière d'utilisation productive des ressources en eau en soutien à la croissance économique, on note la mise en place du Pôle de croissance de Bagré et en perspectives ceux de Samendéni et du Sourou.

Au-delà de ces résultats du secteur, la mise en œuvre des objectifs du PNDES révèle des défis importants. Les enjeux sont d'assurer la sécurité de l'eau et de garantir l'équité et la durabilité de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous. Il s'agit également de renforcer la résilience des populations, surtout les plus vulnérables. Cela nécessitera d'importants investissements massifs soutenus par des réformes sectorielles appropriées. Des mécanismes de financement pérennes et innovants doivent être trouvés. La non régressivité des services doit être respectée.

L'on pourra ainsi espérer venir rapidement à bout des nombreux défis dont quelques-uns sont :

La persistance des disparités et des inégalités d'accès aux services d'eau et d'assainissement,

La pollution des eaux d'origine diverses (activités domestiques, artisanales, industrielles, agricoles et minières) dont une des solutions d'atténuation réside en la finalisation et l'application de l'ensemble des dispositifs réglementaires relatifs à la taxe parafiscale CFE,

Le taux de pannes élevé au niveau des pompes à motricité humaine en milieu rural,

L'impact des Changements climatiques sur la Pluviosité et de la Pluviométrie sur les Ressources en eau ;

Le taux d'accès très faible à l'assainissement surtout au milieu rural, où deux personnes sur trois (65%) continuent de pratiquer la défécation en plein air (JMP 2017),

Le prix élevé de l'eau potable surtout en milieu rural,

La faible connaissance et gestion des ressources en eau, dans un contexte de rareté des ressources en eau qui affectera à long terme la sécurisation de l'AEP (Approvisionnement en Eau Potable) des centres urbains,

La mitigation de ces défis passe nécessairement par : (i) une bonne Gouvernance du Secteur à tous les niveaux ; (ii) le renforcement de l'appropriation par les acteurs concernés, notamment de la décentralisation.

Les Objectifs de développement durable (ODD) pour l'horizon 2030 stipulent ceci : « d'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'eau et d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable ».

A cet égard, au Burkina Faso, le Gouvernement s'est doté de nouveaux référentiels de développement dont le PNDES et la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et ses cinq programmes opérationnels. Ces instruments élaborés de façon itérative et concertée entre le Gouvernement et l'ensemble des acteurs et partenaires du secteur, positionnent le Burkina Faso sur une bonne lancée pour la réalisation des ODDs.

De ce qui précède, le thème choisi pour ce 3ème forum « Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) relatif à l'Eau et à l'Assainissement » s'avère très approprié et alors nous interpelle toutes et tous.

En outre, ce forum national qui a été institué par le Gouvernement est salutaire en ce sens qu'il permet au Burkina Faso de porter la voix et les aspirations légitimes et profondes de son peuple devant la communauté internationale, gage d'un meilleur plaidoyer en faveur du secteur.

Les thématiques qui seront abordées au cours des travaux de ce forum en sont suffisamment révélatrices dont en l'occurrence (i) le Suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement et (ii) la Valorisation des connaissances traditionnelles et scientifiques sur l'eau et l'assainissement pour des solutions locales durables.

En effet, ces thématiques, au-delà des questions classiques débattues lors des rencontres du genre, donnent l'avantage de la participation active et responsable d'autres acteurs tels la Société Civile et les détenteurs de pouvoirs au niveau local, aux choix stratégiques devant désormais guider la gestion du secteur.

A l'occasion, l'organisation conjointe de la Nuit des Trophées de l'Eau et de l'Assainissement (laquelle est à sa deuxième édition le 2 Février 2018 sous l'égide du Partenariat National de l'Eau) avec les activités du forum nous semble une bonne approche pour encourager la participation citoyenne, l'initiative et l'innovation, la recherche-action, la recherche-développement et la durabilité des investissements. Elle encourage et maintient le flambeau de la mémoire du secteur.

Je voudrais alors vivement encourager les participants à ce forum à des débats francs et constructifs afin d'aboutir à des résultats utiles et utilisables avec effets de leviers à tous les niveaux requis.

Monsieur le Ministre,

Comme vous l'avez constaté, de nombreux Partenaires Techniques et Financiers se sont déjà engagés à accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de ces ambitieux programmes que sont le PNDES et les Programmes ODD. Cela révèle par ailleurs le consensus autour de la portée et de la pertinence de ces programmes pour le développement global du Burkina Faso à travers la réduction de la pauvreté, la création et le partage équitable des fruits de la croissance.

Par ma voix, je voudrais vous réaffirmer la disponibilité de l'ensemble des PTFs du secteur de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement à accompagner votre département dans la mise en œuvre concluante de ses nobles missions.

Je vous remercie pour votre aimable attention !

Annexe 3.1.3 : Discours d'ouverture du ministre

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;

Monsieur le Chef de file des partenaires techniques et financiers du secteur de l'eau et de l'assainissement ;

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions Diplomatiques ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et interafricaines ;

Monsieur le Président du Conseil National de l'Eau ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des ONG, des Associations et du Secteur privé ;

Distingués invités ;

Mesdames et messieurs

Tout l'honneur est pour moi de prendre la parole à l'occasion de l'ouverture de la troisième (3ème) édition du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement placé sous le thème : « Gestion partagée et inclusive pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso ».

Au cours de cette rencontre triennale de diagnostic et d'échanges sur les problématiques nationales de l'eau, il s'agira de débattre autour des grands enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso, et de préparer la participation de notre pays au 8ème Forum Mondial de l'Eau, prévu pour se tenir en mars prochain à Basilia, au Brésil.

Ce Forum verra la participation de près de 160 pays et de l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau ; c'est un important rendez-vous et sera pour les participants, un cadre de partage d'expérience et de recherche de solutions, assorti d'une feuille de route dont la mise en œuvre devra permettre de relever les grands défis liés au secteur de l'eau et de l'assainissement.

Notre pays participe depuis 2012 au Forum Mondial, et sa participation se prépare également à travers le Forum National de l'Eau.

C'est pourquoi, je fonde l'espoir que le rendez-vous de Ouagadougou sera l'occasion pour tous les acteurs de l'Eau et de l'Assainissement, à travers les différentes thématiques, de faire non seulement un état des lieux à travers vos analyses et critiques mais aussi et surtout, de formuler des propositions pertinentes afin que puisse émaner de ce forum, une voix unique et forte dans la perspective du forum de Brasilia.

C'est le lieu pour moi, de rendre hommage à ces femmes et hommes, aux Partenaires Techniques et financiers, aux organisations et associations, pour leur constante mobilisation à l'atteinte d'un objectif aussi noble que l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous d'ici, à 2030, conformément à nos engagements, au titre des Objectifs pour le Développement Durable (ODD).

Ainsi, le gouvernement, s'est engagé en intégrant ces objectifs dans le Plan national de développement économique et social (PNDES), à faire de l'accès à l'eau, à un cadre de vie décent et à un assainissement de qualité, l'un des axes principaux de son action.

Mesdames et Messieurs,

Rapport Général du troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso

Les succès enregistrés lors des deux précédents fora, ont conduit à institutionnaliser ce cadre de dialogue ouvert à tous les acteurs de l'eau et de l'assainissement, autour des enjeux de ce secteur.

Aussi, la tenue de cette 3ème édition doit-elle nous permettre de mener des réflexions idoines autour des sous-thèmes identifiés de sorte à :

- Assurer une participation active et un apport spécifique et concret, de chacun des acteurs invités au forum ;
- Faire prendre conscience à tous les acteurs, du caractère multisectoriel et transversal de l'eau ;
- Travailler sur les questions importantes notamment celles qui n'ont pas encore été traitées afin d'apporter une valeur ajoutée.
- Identifier des solutions à tous les niveaux à même de booster le secteur

Mesdames et Messieurs,

Les ressources en eau sont soumises à une pression de plus en plus forte due entre autres, au changement climatique, à la croissance démographique et à l'urbanisation.

Ainsi, l'agriculture, l'industrie, la santé, la production d'énergie, le tourisme, les loisirs... bref, tous les domaines de développement de notre pays, en sont profondément affectés.

Par ailleurs, des études révèlent que de nos jours, environ 80% de la population mondiale vit dans des zones à forte menace liée à l'eau et les impacts de cette situation, sont multiples.

A titre d'exemple, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, au Burkina Faso, des dizaines de milliards de FCFA sont dépensés chaque année dans le domaine de la santé en lien avec l'insuffisance d'assainissement, ce qui équivaut à une part substantielle du PIB.

Ces constats ont amené le gouvernement à confirmer la nécessité d'une synergie d'actions dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il est donc temps de passer à l'action.

Mesdames, Messieurs,

C'est fort de ce constat que le Gouvernement du Burkina Faso, en partenariat avec les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement, a pris l'engagement de mobiliser les ressources et les réseaux nécessaires, en vue de fédérer la contribution de l'Afrique au 8ème Forum mondial de l'Eau qui se tiendra du 18 au 23 mars 2018 au Brésil, autour du thème : « Partager l'eau ».

Ce thème vise à inclure l'ensemble des acteurs dans la gouvernance de l'eau à savoir les gouvernements aux niveaux local et national, les populations locales, la société civile, les entreprises et le secteur privé, la communauté scientifique et universitaire, le système des Nations Unies et les autres institutions internationales, afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Mesdames, Messieurs,

Chers participants,

Il ne peut y avoir de développement économique sans un accès à l'eau et à l'assainissement.

Rapport Général du troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso

Notre pays, le Burkina Faso, pays sahélien situé au sud du Sahara, subit d'importantes fluctuations climatiques.

La pluviométrie, à la fois faible et aléatoire, accuse une baisse depuis quelques décennies alors que nous devons faire face à un accroissement continu de la demande en eau, lié essentiellement à la croissance démographique et aux besoins croissants des usagers.

C'est pourquoi, des actions multiformes ont été initiées à travers d'importants investissements, la mise en place de nombreux équipements et infrastructures au profit de toutes les couches sociales de la population tels que les barrages, les forages les branchements d'adduction d'eau et les latrines.

Depuis 1998, le Burkina Faso, soutenu par ses partenaires au développement, a mis en place un processus de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) : c'est un processus systématique pour le développement durable, l'attribution et le suivi de l'utilisation des ressources en eau dans le contexte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Ainsi, notre pays est membre de l'Autorité du Bassin du Niger et de l'Autorité du Bassin de la Volta, organisations sous régionales dont la mission principale est la gestion partagée, durable et écologiquement rationnelle des ressources en eau.

Mesdames et Messieurs,

Chers participants,

En organisant le présent Forum, le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement pose un jalon supplémentaire dans la gouvernance du secteur et la responsabilité des acteurs. L'agenda durant ces soixante-douze heures, devra nous permettre d'atteindre trois objectifs :

- Partager le bilan de la mise en œuvre des recommandations du deuxième forum national de l'eau et de l'assainissement ;
- Partager les stratégies, les solutions et les engagements des parties prenantes pour les progrès à faire au niveau national ;
- Définir les positions stratégiques à défendre par les acteurs burkinabè au sein de la communauté internationale de l'eau et de l'assainissement notamment le Réseau International des Organismes des Bassins.

Je voudrais ici, réaffirmer l'importance particulière que le gouvernement du Burkina Faso accorde à la gestion durable et concertée des ressources en eau, et ne ménagera donc aucun effort, pour continuer à soutenir et encourager les initiatives et les actions de tous les partenaires.

Au regard du caractère transversal et essentiel de l'eau pour tous les secteurs de développement, la 3ème édition du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement se veut être un espace de mobilisation et d'expression citoyenne populaire autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement.

Les acteurs auront ainsi l'opportunité de se concerter, de partager leurs préoccupations et de proposer des solutions innovantes face aux défis du domaine de l'eau et l'assainissement.

A cet effet, les activités au programme doivent être empreintes de pragmatisme, pour une mise à l'échelle des résultats et conclusions issues du présent forum.

Avant de terminer mon propos, je réitère ma profonde gratitude à nos partenaires techniques et financiers, aux organismes, aux entreprises, aux ONG, aux associations et à toutes les personnes physiques et morales qui ont contribué par leur engagement, leurs appuis multiformes, à l'organisation et à la tenue de ce forum.

Tout en souhaitant pleins succès à nos activités, je déclare ouvert, le troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement.

Je vous remercie

Annexe 3.2 : Discours de clôture du ministre

Chères participantes,

Chers participants

Trois jours durant, vous avez à travers des échanges fructueux partagé vos expériences autour des questions telles, la gestion partagée et inclusive en vue d'atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) Eau et Assainissement au Burkina Faso, le financement innovant de la mise en œuvre de l'ODD Eau et Assainissement, les défis spécifiques en milieu rural et urbain en vue d'assurer l'accès universel à l'assainissement, l'accès universel à l'eau et à l'assainissement et l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH), la valorisation des connaissances traditionnelles et scientifiques sur l'eau et l'assainissement, le suivi citoyen des politiques publiques dans la gouvernance de l'eau et de l'assainissement, la promotion les organismes de bassins partagés et la gestion des conflits, la synergie entre les secteurs de l'eau, de la santé et de l'éducation en vue d'atteindre les ODD, etc...,

La qualité des conférenciers, la présence de plusieurs personnes qualifiées et représentatives de toutes les entités de notre secteur ainsi que la participation active de nos devanciers et aînés, ont été des facteurs déterminants pour la réussite du présent forum; les brillants exposés et échanges profonds empreints de fraternité ont rendent suffisamment compte de l'intérêt réel et soutenu de tous, pendant toute la durée de cette rencontre.

Les conclusions probantes auxquelles vous êtes parvenus et qui viennent d'être présentées par le rapporteur général du forum, témoignent de la qualité de vos travaux et de l'expertise dont chacun de vous a fait montre dans son domaine d'intervention, au cours des différents échanges

Chères participantes, Chers participants,

Mesdames et messieurs,

Le Chef de l'Etat, Son Excellence Rock Marc Christian KABORE, a fait de l'accès à l'eau potable pour tous, un des axes majeurs de son programme intitulé « Bâtir avec le peuple, un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice ».

Cet engagement s'est traduit dans notre secteur, à travers le projet « zéro corvée d'eau » d'ici 2020, puis à l'accès des populations aux infrastructures d'assainissement afin de mettre fin au péril fécal, et la création d'exutoires pour les eaux pluviales.

Nul doute que les résultats obtenus au cours de ce forum vont nous permettre de progresser sur la voie de l'adoption de décisions qui seront prises au profit de nos populations.

Mon département accordera une attention particulière aux recommandations pertinentes formulées au cours de cette troisième édition du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement.

Permettez-moi du reste, de revenir sur quelques-unes de ces recommandations qui ont particulièrement retenu mon attention.

Les cadres sectoriels de dialogue sur l'eau et l'assainissement sont d'une importance capitale, pour assurer la concertation et les échanges d'expérience entre acteurs mais également et surtout, pour assurer une synergie d'actions et une mutualisation des ressources pour plus d'efficacité et d'impact.

Rapport Général du troisième Forum National de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso

L'appui à Maitrise d'ouvrage communale (MOC) en matière d'eau et d'assainissement, est essentiel pour l'atteinte de l'ODD et mon département prendra toutes les dispositions nécessaires pour renforcer les capacités des communes, et pour leur apporter l'appui- conseils nécessaire.

La connaissance des ressources en eau est un préalable nécessaire à toute action dans le sous-secteur, dans un contexte de rareté des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à la mobilisation, au traitement et à la distribution de l'eau au profit des différents usagers.

La coopération entre Etats dans la gestion des bassins partagés, est primordiale pour une gestion durable et efficiente des ressources de bassins ; c'est pourquoi, mon département a toujours accordé et accordera toujours une importance capitale au fonctionnement de tous les organismes de bassins dans lesquels notre pays est impliqué.

L'importance de la police de l'eau pour assurer la bonne gouvernance dans le secteur n'est plus à démontrer ; c'est pourquoi mon département prendra toutes les dispositions nécessaires avec les autres départements ministériels concernés pour assurer la mise en œuvre et le renforcement de cette police.

L'organisation de la nuit des trophées a servi de tribune pour distinguer des hommes, des femmes et des structures intervenant dans le domaine de l'eau et l'assainissement à travers leur innovation, leur initiative, leur investissement et leur invention. C'est l'occasion pour moi, de rendre hommage à tous ceux qui s'investissent dans ce domaine transversal et je les invite à continuer de nous accompagner dans le sens de la gestion partagée et inclusive.

Mesdames et messieurs,

Mon département accordera donc une attention particulière à toutes les recommandations formulées à cette troisième édition du Forum National de l'Eau et de l'Assainissement. Le comité de suivi des recommandations du forum s'attèlera à faire périodiquement, un bilan afin d'assurer leur mise en œuvre.

D'ores et déjà, je puis vous rassurer que ces recommandations combien pertinentes, permettront de porter la voix du Burkina Faso au 8ème Forum mondial de l'eau, qui se tiendra du 18 au 23 mars 2018 à Brasilia au Brésil.

Chères participantes, chers participants,

Mesdames et messieurs,

Je voudrais avant de clore mon propos, exprimer toute ma reconnaissance et ma gratitude à l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers, les ONG et Associations, les acteurs du secteur public et privé, les collectivités territoriales et les personnes de ressource dont les contributions financières, matérielles et intellectuelles ont permis la réussite de la 3ème édition du Forum National de l'eau et l'Assainissement.

J'exprime ma reconnaissance également à l'endroit des Universités et grandes écoles, aux Forces de défense et de sécurité, à l'ensemble de la presse, aux exposants, aux artistes et à toute la population dont la contribution a permis de rehausser la qualité et l'éclat du Forum.

Je félicite tous les membres du comité d'organisation dont l'abnégation et le sens du devoir ont permis de relever le défi de l'organisation du présent Forum et d'atteindre les objectifs assignés.

C'est dans une synergie d'actions que nous allons faire de ce Forum, une institution pérenne au profit du domaine de l'eau et l'assainissement, pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

Au nom de son Excellence Monsieur le Premier ministre, Je déclare close, la troisième édition du Forum National de l'Eau et l'Assainissement et rendez-vous pour la quatrième édition en 2021.

Je vous remercie !